

# VALDĪBAS VĒSTNESIS

Maksa par „Valdības Vēstnesi“:	
ar piesūtišanu:	bez piesūtišanas:
par Ls	(saņemot ekspedīcijā)
par Ls	par Ls
1 gadu . . . . . 22,—	1 gadu . . . . . 18,—
1/2 gadu . . . . . 12,—	1/2 gadu . . . . . 10,—
3 mēn. . . . . 6,—	3 mēn. . . . . 5,—
1 „ . . . . . 2,—	1 „ . . . . . 1,70
Piesūtīt pa pastu	Par atsevišķu
un pie atkalpār-	numuru . . . . . 10
devējiem . . . . . 13	

**Latvijas valdības**  
Iznāk katru dienu, izņemot

-----  
**Redakcija:**  
Rīgā, pili 2. ist. Tārunis 20032  
Runas stundas no 11—12



**oficiāls laikraksts**  
svētdienas un svētku dienas

-----  
**Kantoris un ekspedīcija:**  
Rīgā, pili 1. ist. Tārunis 20031  
Atvērts no pulksten 9—3

**Sludinājumu maksa:**

a) tiesu sludinājumi līdz 30 vienslejiņām rindiņām . . . . .	Ls 4,—
par katru tālāku rindiņu . . . . .	„—,15
b) citu iestāžu sludinājumi par katru vienslejiņu rindiņu . . . . .	„—,20
c) no privātiem par katru viensl. rindiņu (par obligāt. sludin.) . . . . .	„—,25
d) par dokumentu pazaudēšanu no katras personas . . . . .	„—,80

Ārlietu ministra paziņojums, ka „Vienošanās par Latvijas-Igaunijas robežas pārdalīto nekustamo īpašumu atgriezumam atsavināšanu“ pieņemta Ministru kabineta š. g. 13. oktobra sēdē, līdz ar apmainīto notu tekstu un to tulkojumu.

Izglītības ministr. rīkojums par skolu pārdēvēšanu.

Iekšlietu ministr. lēmumi par: 1) Sporta kluba „Astra“, 2) Dramatiskās mākslas veicināšanas biedrības, 3) Piltenes pag. mednieku biedrības, 4) Rīgas latviešu mākslinieku biedrības un 5) Puzeš darba sabiedrības „Spēks“ likvidāciju.

## Paziņojums.

Rīgā š. g. 6. oktobrī notu apmaiņas veidā panāktā „Vienošanās par Latvijas-Igaunijas robežas pārdalīto nekustamo īpašumu atgriezumam atsavināšanu“ pieņemta Ministru kabineta š. g. 13. oktobra sēdē. Apmainīto notu teksts un to tulkojums latviešu valodā pievienoti šim paziņojumam.

Rīgā, 1936. g. 12. decembrī.

Ārlietu ministris V. Munters.

Ministre des Affaires Étrangères de Lettonie. Rīga, le 6 octobre 1936.

No. B. 710. 3215/36,26854.

Monsieur le Ministre,

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence en confirmation des pourparlers antérieurs ce qui suit.

Prenant en considération que les Gouvernements de Lettonie et d'Estonie ont décidé, en vertu de l'article 18 de la Convention entre la Lettonie et l'Estonie au sujet du tracé sur le terrain de la frontière entre les deux États, des droits des citoyens de la zone limitrophe et sur la situation des propriétés immobilières partagées par la ligne frontière, signée à Riga le 19 octobre 1920, de procéder à l'expropriation des fonds de terre — parcelles des biens immobiliers partagés par la ligne frontière entre la Lettonie et l'Estonie qui ne sont pas encore liquidées, et

Ayant reconnu désirable pour la sauvegarde des intérêts des ressortissants des deux États, de procéder à cette expropriation simultanément et dans des conditions identiques, les Gouvernements de Lettonie et d'Estonie sont convenus de ce qui suit:

1.

Les parcelles aliénables des biens immobiliers séparés par la ligne frontière seront considérées comme expropriées à partir du 1-er janvier 1937. Les deux Gouvernements s'engagent à promulguer jusqu'à cette date, par voie de législation intérieure, des lois sur l'expropriation desdits fonds de terre.

Remarque: Ne seront pas expropriées les parcelles des biens séparés par la ligne frontière, dont l'usage, d'accord avec la Remarque à l'article 18 de la Convention du 19 octobre 1920 ci-dessus mentionnée, est conféré à leurs propriétaires, l'unité économique des biens respectifs étant conservée.

2.

Aux propriétaires des parcelles expropriées sera payée une indemnité dont le montant sera fixé sur la base du tarif annexé à la présente note. Les paiements de l'indemnité se feront dans l'espace d'un an à partir du 1-er janvier 1937.

3.

Le montant de l'indemnité pour chaque parcelle aliénable et le montant total des indemnités pour toutes les parcelles aliénables seront déterminés de commun accord par les représentants des Ministères de l'Agriculture des deux États sur la base des dispositions du tarif ci-annexé, chaque État devant payer une indemnité pour les parcelles expropriées qui se trouvent dans son territoire.

4.

Le paiement de l'indemnité aux anciens propriétaires des parcelles expropriées s'effectuera par les autorités de l'État dans lequel résident ces bénéficiaires. A cette fin, après la détermination des montants totaux des indemnités pour les parcelles aliénables situées dans chacun des Pays, la différence entre les deux montants d'indemnité à payer par chacun des États aux personnes résidant dans l'autre Pays devra être transférée à l'autre État par celui à qui incombe le paiement du montant supérieur. Ce transfert s'effectuera en devises, de l'autre État d'après le cours du franc-or à établir sur la base du contenu d'or pur du franc-or et du cours de l'or pur ou des valeurs basées sur l'or cotées par la bourse locale.

5.

Lors du paiement de l'indemnité pour les parcelles expropriées, ne seront pas perçus des bénéficiaires de l'indemnité les montants dus provenant d'impôts fonciers non payés sur ces fonds de terre.

6.

Dans le cas où la parcelle aliénable ne dépasse pas un quart de la superficie totale du bien immobilier partagé par la frontière, les dettes grevant ce bien et inscrites dans les livres fonciers, resteront à la charge de sa partie principale (non aliénable). Si la parcelle aliénable dépasse un quart de la superficie totale du bien immobilier, les dettes seront réparties entre la partie principale et la parcelle aliénable proportionnellement à leurs superficies. Les parcelles aliénables seront exemptes de toute autre charge dont le bien immobilier divisé serait grevé.

Lors de la répartition des dettes grevant le bien immobilier divisé, la part des dettes revenant à la parcelle aliénable de ce bien sera déduite du montant de l'indemnité pour cette parcelle et versée au créancier sur la présentation du titre hypothécaire. Toutefois, la part de la dette dépassant le montant de l'indemnité restera à la charge de la partie principale du bien immobilier partagé par la frontière.

La répartition des dettes susmentionnées sera effectuée de commun accord par les représentants des Ministères de l'Agriculture des deux États, simultanément avec la détermination des montants de l'indemnité prévue à l'article 3.

Une inscription relative aux dettes réparties, ainsi qu'à l'exonération des parcelles aliénables des dettes grevant tout le bien immobilier, sera portée simultanément dans les livres fonciers des deux États sur la demande du Ministère de l'Agriculture de chaque État.

Remarque 1. Si les parcelles aliénables, détachées par l'inscription dans les livres fonciers du bien immobilier partagé par la frontière, sont grevées de dettes indépendamment de la partie principale du bien, ces dettes seront déduites du montant de l'indemnité en premier lieu, tandis que la part des dettes grevant l'ensemble du bien immobilier et revenant à la parcelle aliénable en question sera déduite du reste de l'indemnité.

Remarque 2. Lors de la répartition des dettes inscrites dans les livres fonciers avant la proclamation de l'indépendance des deux États, la valeur de ces dettes sera calculée en devises nationales de l'État, sur le territoire duquel se trouve la partie principale du bien immobilier, conformément aux dispositions législatives correspondantes de cet État.

Remarque 3. Si une des parcelles aliénables représente une valeur spéciale, les dettes, lors de leur répartition, doivent être partagées entre la partie principale de l'immobilier divisé et la parcelle aliénable proportionnellement à la valeur et non à la superficie de ces parties.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

A. Bērziņš.

Ministre des Affaires Étrangères a. i.

Son Excellence

Monsieur Karl Menning,

Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire d'Estonie en Lettonie.

## Tarifs de l'indemnité pour les parcelles aliénables des biens immobiliers partagés par la frontière lettono-estonienne.

1.

L'évaluation des parcelles aliénables doit être effectuée sur la base des données de classification des terres dans l'ancien registre foncier établi en vertu de la loi de 1901.

Remarque a). Si des données de classification de terres rectifiées, établies lors des évaluations ultérieures, sont à la disposition de l'un des deux États, la taxation du terrain doit être effectuée sur la base de ces données, qui seront transmises à l'autre État, afin d'y être utilisées.

Remarque b). Si, d'après les plans de mesurage les plus récents, l'on constate que la culture du terrain désigné dans les plans du registre foncier s'est altérée, les représentants des deux États rectifieront les données de l'évaluation, comptant la superficie de chaque culture d'après les plans de mesurage les plus récents.

2.

Les environs ne possédant pas les données de classification des terres de l'ancien registre foncier, subiront, en vertu de l'instruction à la loi de 1901, une classification nouvelle. La classification sera effectuée de commun accord par les représentants des Ministères de l'Agriculture des deux États.

3.

La taxation des fonds de terre (parcelles) aliénables doit s'effectuer d'après les tarifs suivants (pour 1 hectare):

Terre arable.			
IIIe sorte . . . . .	500,—	frcs. or.	
IVe „ . . . . .	400,—	„ „	
Ve „ . . . . .	300,—	„ „	
VIe „ . . . . .	220,—	„ „	
VIIe „ . . . . .	160,—	„ „	
VIIIe „ . . . . .	110,—	„ „	
IXe „ . . . . .	80,—	„ „	
Prés.			
Sorte	a	b	c
I AB. . . . .	800,—	650,—	300,— frcs. or.
II „ . . . . .	650,—	450,—	230,— „ „
III „ . . . . .	500,—	350,—	175,— „ „
IV „ . . . . .	375,—	280,—	125,— „ „
V „ . . . . .	280,—	220,—	80,— „ „
VI „ . . . . .	200,—	150,—	50,— „ „
VII „ . . . . .	150,—	80,—	35,— „ „
Pâturages.			
Ie sorte . . . . .	150,—	frcs. or.	
IIe „ . . . . .	100,—	„ „	
IIIe „ . . . . .	50,—	„ „	
Forêt de conifères.			
Ie sorte . . . . .	200,—	frcs. or.	
IIe „ . . . . .	160,—	„ „	
IIIe „ . . . . .	120,—	„ „	
IVe „ . . . . .	80,—	„ „	
Ve „ . . . . .	50,—	„ „	
Forêt d'arbres à feuilles.			
Ie sorte . . . . .	250,—	frcs. or.	
IIe „ . . . . .	150,—	„ „	
IIIe „ . . . . .	75,—	„ „	



4.

Au cas où la parcelle aliénable aurait une valeur spéciale, la partie intéressée soulevera la question de l'augmentation du tarif de ladite parcelle et, annexant toute la documentation y relative, présentera à l'autre partie ses considérations et ses arguments concernant l'augmentation du tarif. En vertu de ces données, les représentants des Ministères de l'Agriculture des deux États détermineront de commun accord le montant de l'indemnité pour la parcelle aliénable en question.

5.

La valeur du bois croissant sur les terrains aliénables doit être déterminée en vertu des taxes forestières appropriées aux environs où la parcelle est située.

6.

La taxation des bâtiments sis sur les parcelles aliénables sera effectuée en vertu du prix de leur construction, tout en tenant compte du pourcentage de leur détérioration lors de l'évaluation.

7.

Les montants de l'indemnité seront déterminés en francs-or (1 franc-or = 0,29032 grammes d'or pur).

Les cours de change du lat et de la couronne estonienne seront établis en se basant soit sur le contenu de l'or pur du franc-or et sur le cours de l'or pur à la bourse de Riga (pour la définition du cours de change du lat) et à la bourse de Tallinn (pour la définition du cours de change de la couronne estonienne), soit sur le cours de change des devises étrangères basées sur l'or et cotées par les bourses de Riga et de Tallinn.

Les tarifs et les stipulations susmentionnés font partie intégrante de la note No. 710. 3215/36/26854 en date du 6 octobre 1936.

LÉGATION D'ESTONIE.

Riga, le 6 octobre 1936.  
No. 1070.

Monsieur le Ministre,

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence en confirmation des pourparlers antérieurs ce qui suit.

Prenant en considération que les Gouvernements de Lettonie et d'Estonie ont décidé, en vertu de l'article 18 de la Convention entre la Lettonie et l'Estonie au sujet du tracé sur le terrain de la frontière entre les deux États, des droits des citoyens de la zone limitrophe et sur la situation des propriétés immobilières partagées par la ligne frontière, signée à Riga le 19 octobre 1920, de procéder à l'expropriation des fonds de terre — parcelles des biens immobiliers partagés par la ligne frontière entre la Lettonie et l'Estonie qui ne sont pas encore liquidés, et

Ayant reconnu désirable pour la sauvegarde des intérêts des ressortissants des deux États, de procéder à cette expropriation simultanément et dans des conditions identiques, les Gouvernements de Lettonie et d'Estonie sont convenus de ce qui suit:

1.

Les parcelles aliénables des biens immobiliers séparés par la ligne frontière seront considérées comme expropriées à partir du 1-er janvier 1937. Les deux Gouvernements s'engagent à promulguer jusqu'à cette date, par voie de législation intérieure, des lois sur l'expropriation desdits fonds de terre.

Remarque: Ne seront pas expropriées les parcelles des biens séparés par la ligne frontière, dont l'usage d'accord avec la Remarque à l'article 18 de la Convention du 19 octobre 1920 ci-dessus mentionnée, est conféré à leurs propriétaires, l'unité économique des biens respectifs étant conservée.

2.

Aux propriétaires des parcelles expropriées sera payée une indemnité dont le montant sera fixé sur la base du tarif annexé à la présente note. Les paiements de l'indemnité se feront dans l'espace d'un an à partir du 1-er janvier 1937.

3.

Le montant de l'indemnité pour chaque parcelle aliénable et le montant total des indemnités pour toutes les parcelles aliénables seront déterminés de commun accord par les représentants des Ministères de l'Agriculture des deux États sur la base des dispositions du tarif ci-annexé, chaque État devant payer une indemnité pour les parcelles expropriées qui se trouvent dans son territoire.

4.

Le paiement de l'indemnité aux anciens propriétaires des parcelles expropriées s'effectuera par les autorités de l'État dans lequel résident ces bénéficiaires. A cette fin, après la détermination des montants totaux des indemnités pour les parcelles aliénables situées dans chacun des Pays, la différence entre les deux montants d'indemnité à payer par chacun des États aux personnes résidant dans l'autre Pays devra être transférée à l'autre État par celui à qui incombe le paiement du montant supérieur. Ce transfert s'effectuera en devises de l'autre État d'après le cours du franc-or à établir sur la base du contenu d'or pur du franc-or et du cours de l'or pur ou des valeurs basées sur l'or cotées par la bourse locale.

5.

Lors du paiement de l'indemnité pour les parcelles expropriées, ne seront pas perçus des bénéficiaires de l'indemnité les montants dus provenant d'impôts fonciers non payés sur ces fonds de terre.

6.

Dans le cas où la parcelle aliénable ne dépasse pas un quart de la superficie totale du bien immobilier partagé par la frontière, les dettes grevant ce bien et inscrites dans les livres fonciers, resteront à la charge de sa partie principale (non aliénable). Si la parcelle aliénable dépasse un quart de la superficie totale du bien immobilier, les dettes seront réparties entre la partie principale et la parcelle aliénable proportionnellement à leurs superficies. Les parcelles aliénables seront exemptes de toute autre charge dont le bien immobilier divisé serait grevé.

Lors de la répartition des dettes grevant le bien immobilier divisé, la part des dettes revenant à la parcelle aliénable de ce bien sera déduite du montant de l'indemnité pour cette parcelle et versée au créancier sur la présentation du titre hypothécaire. Toutefois, la part de la dette dépassant le montant de l'indemnité restera à la charge de la partie principale du bien immobilier partagé par la frontière.

La répartition des dettes susmentionnées sera effectuée de commun accord par les représentants des Ministères de l'Agriculture des deux États, simultanément avec la détermination des montants de l'indemnité prévue à l'article 3.

Une inscription relative aux dettes réparties, ainsi qu'à l'exonération des parcelles aliénables des dettes grevant tout le bien immobilier, sera portée simultanément dans les livres fonciers des deux États sur la demande du Ministère de l'Agriculture de chaque État.

Remarque 1. Si les parcelles aliénables, détachées par l'inscription dans les livres fonciers du bien immobilier partagé par la frontière, sont grevées de dettes indépendamment de la partie principale du bien, ces dettes seront déduites du montant de l'indemnité en premier lieu, tandis que la part des dettes grevant l'ensemble du bien immobilier et revenant à la parcelle aliénable en question sera déduite du reste de l'indemnité.

Remarque 2. Lors de la répartition des dettes inscrites dans les livres fonciers avant la proclamation de l'indépendance des deux États, la valeur de ces dettes sera calculée en devises nationales de l'État, sur le territoire duquel se trouve la partie principale du bien immobilier, conformément aux dispositions législatives correspondantes de cet État.

Remarque 3. Si une des parcelles aliénables représente une valeur spéciale, les dettes, lors de leur répartition, doivent être partagées entre la partie principale de l'immobilier divisé et la parcelle aliénable proportionnellement à la valeur et non à la superficie de ces parties. —

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

K. Menning.  
Ministre d'Estonie.

Son Excellence

Monsieur Alfrēds Bērziņš,

Ministre-Adjoint de l'Intérieur,

Ministre des Affaires Étrangères a. i.

Riga.

### Tarifs de l'indemnité pour les parcelles aliénables des biens immobiliers partagés par la frontière lettono-estonienne.

1.

L'évaluation des parcelles aliénables doit être effectuée sur la base des données de classification des terres dans l'ancien registre foncier établi en vertu de la loi de 1901.

Remarque a). Si des données de classification de terres rectifiées, établies lors des évaluations ultérieures, sont à la disposition de l'un des deux États, la taxation du terrain doit être effectuée sur la base de ces données, qui seront transmises à l'autre État, afin d'y être utilisées.

Remarque b). Si, d'après les plans de mesurage les plus récents, l'on constate que la culture du terrain désigné dans les plans du registre foncier s'est altérée, les représentants des deux États rectifieront les données de l'évaluation, comptant la superficie de chaque culture d'après les plans de mesurage les plus récents.

2.

Les environs ne possédant pas les données de classification des terres de l'ancien registre foncier, subiront, en vertu de l'instruction à la loi de 1901, une classification nouvelle. La classification sera effectuée de commun accord par les représentants des Ministères de l'Agriculture des deux États.

3.

La taxation des fonds de terre (parcelles) aliénables doit s'effectuer d'après les tarifs suivants (pour 1 hectare):

Sorte	Terre arable.		
	a	b	c
IIIe sorte	500,—	fr. or.	
IVe " "	400,—	" "	
Ve " "	300,—	" "	
VIe " "	220,—	" "	
VIIe " "	160,—	" "	
VIIIe " "	110,—	" "	
IXe " "	80,—	" "	
	Prés.		
I AB	800,—	650,—	300,— fr. or.
II	650,—	450,—	230,— " "
III	500,—	350,—	175,— " "
IV	375,—	280,—	125,— " "
V	280,—	220,—	80,— " "
VI	200,—	150,—	50,— " "
VII	150,—	80,—	35,— " "
	Pâturages.		
Ie sorte	150,—	fr. or.	
IIe " "	100,—	" "	
IIIe " "	50,—	" "	
	Forêt de conifères.		
Ie sorte	200,—	fr. or.	
IIe " "	160,—	" "	
IIIe " "	120,—	" "	
IVe " "	80,—	" "	
Ve " "	50,—	" "	
	Forêt d'arbres à feuilles.		
Ie sorte	250,—	fr. or.	
IIe " "	150,—	" "	
IIIe " "	75,—	" "	

4.

Au cas où la parcelle aliénable aurait une valeur spéciale, la partie intéressée soulevera la question de l'augmentation du tarif de ladite parcelle et, annexant toute la documentation y relative, présentera à l'autre partie ses considérations et ses arguments concernant l'augmentation du tarif. En vertu de ces données, les représentants des Ministères de l'Agriculture des deux États détermineront de commun accord le montant de l'indemnité pour la parcelle aliénable en question.

5.

La valeur du bois croissant sur les terrains aliénables doit être déterminée en vertu des taxes forestières appropriées aux environs, où la parcelle est située.

6.

La taxation des bâtiments sis sur les parcelles aliénables sera effectuée en vertu du prix de leur construction, tout en tenant compte du pourcentage de leur détérioration lors de l'évaluation.

7.

Les montants de l'indemnité seront déterminés en francs-or (1 franc-or = 0,29032 grammes d'or pur).

Les cours de change du lat et de la couronne estonienne seront établis en se basant soit sur le contenu de l'or pur du franc-or et sur le cours de l'or pur à la bourse de Riga (pour la définition du cours de change du lat) et à la bourse de Tallinn (pour la définition du cours de change de la couronne estonienne), soit sur le cours de change des devises étrangères basées sur l'or et cotées par les bourses de Riga et de Tallinn.

Les tarifs et les stipulations susmentionnés font partie intégrante de la note No. 1070 en date du 6 octobre 1936.



## LATVIJAS ĀRLIETU MINISTRIS.

№ B. 710. 3215/36/26854.

Rīgā, 1936. g. 6. oktobrī.

Augsti godātais ministra kungs,

Apstiprinot notikušās sarunas, pagodinot paziņot Jūsu Ekselencei savas valdības uzdevumā sekojošo:

Nemot vērā, ka Latvijas un Igaunijas valdības, pamatojoties uz 1920. g. 19. oktobrī Rīgā parakstītās „konvencijas starp Latvijas un Igaunijas Republikām par robežas noteikšanu un novilkšanu dabā starp minētām republikām, vienas līdzējas puses pilsoņu tiesībām otras teritorijā un ar robežu līniju pārdalītu nekustamu īpašumu stāvokli” 18. pantu, nolēmušas uzsākt atsavināt ar Latvijas-Igaunijas robežu pārdalīto nekustamo īpašumu atgriezumus, kuri līdz šim vēl nav likvidēti, un

atzīstot par vēlamu, lai ievērotu abu valstu pilsoņu intereses, izdarīt šo atsavināšanu vienā laikā un uz vienādiem noteikumiem, Latvijas un Igaunijas valdības vienojušās par sekojošo:

1.

Ar robežu pārdalīto nekustamo īpašumu atsavināmie atgriezumus uzskatāmi par atsavinātiem sākot ar 1937. g. 1. janvāri. Abas valdības apņemas līdz šim termiņam izdot iekšējās likumdošanas ceļā likumus par minēto zemju atsavināšanu.

Piezīme. Nav atsavināmi ar robežu pārdalīto īpašumu atgriezumus, kuri, saskaņā ar augšā minētās 1920. g. 19. oktobra konvencijas 18. panta piezīmi, atstāti to īpašnieku lietošanā, uzturot attiecīgo īpašumu saimniecisko vienību.

2.

Atsavināto atgriezumus īpašniekiem izmaksājama atlīdzība, kuŗas apmērs nosakāms uz šai notai pievienoto tarifu pamata. Atlīdzība izmaksājama viena gada laikā, sākot ar 1937. g. 1. janvāri.

3.

Atlīdzības apmērus par katru atsavināmu atgriezumam un atlīdzības kopsummu par visiem atsavināmiem atgriezumiem noteic kopīgi vienojoties abu valstu zemkopības ministriju pārstāvji uz šeit pievienoto tarifu noteikumu pamata, pie kam katrai valstij jāmaksā atlīdzība par tiem atsavinātiem atgriezumiem, kas atrodas viņas teritorijā.

4.

Atlīdzību atsavināto atgriezumam agrākiem īpašniekiem izmaksās tās valsts iestādes, kur dzīvo atlīdzības saņēmējs. Šajā nolūkā, pēc atlīdzības kopsummas noteikšanas par atsavināmiem atgriezumiem, kas atrodas katrā valstī, starpību starp abām atlīdzības summām, kuŗas katrai valstij jāmaksā otrā valstī dzīvojošām personām, pārvedīs otrai valstij tā valsts, kuŗai pienākas maksāt lielāko summu. Šis pārvedums izdarāms otrās valsts valūtā pēc zelta franka kursa, kas noteicams uz zelta franka tīra zelta satura pamata un uz tīra zelta vai tādu uz zelta dibināto vērtību kursa pamata, kuŗas kotē vietējā biržā.

5.

Izmaksājot atlīdzību par atsavinātiem atgriezumiem, no atlīdzības saņēmēja nepiedzen par šiem zemes gabaliem nenomaksātos zemes nodokļu parādus.

6.

Ja atsavināmais atgriezumam nepārsniedz ceturto daļu no visas ar robežu pārdalītā nekustamā īpašuma platības, zemes grāmatās ierakstītie parādi, kas apgrūtinā šo īpašumu, paliek uz tā galvenās (neatsavināmās) daļas. Ja atsavināmais atgriezumam pārsniedz ceturto daļu no visas nekustamā īpašuma platības, parādi sadalāmi starp galveno daļu un atsavināmo atgriezumam samērīgi ar to platībām. Atsavināmie atgriezumus ir brīvi no visiem pārējiem apgrūtinājumiem, kas varētu gulties uz pārdalīto nekustamo īpašumu.

Sadalot parādus, kas apgrūtinā pārdalīto nekustamo īpašumu, uz atsavināmo atgriezumam kritošā parāda daļa atvelkama no atlīdzības summas par šo atgriezumam un izmaksājama kreditoram, obligāciju uzrādot. Tomēr parāda daļa, kas pārsniedz atlīdzības summu, paliek uz robežas pārdalītā nekustamā īpašuma galvenās daļas.

Augšā minētos parādus sadala kopīgi vienojoties abu valstu zemkopības ministriju pārstāvji reizē ar 3. pantā paredzēto atlīdzības apmēru noteikšanu. Ieraksti par parādu sadalīšanu, kā arī par atsavināmo atgriezumam atbrīvošanu no parādiem, kas apgrūtinā visu nekustamo īpašumu, ievēdami vienā laikā abu valstu zemes grāmatās uz katras valsts zemkopības ministrijas pieprasījumu.

1. piezīme. Ja atsavināmie atgriezumus, kas ar ierakstu zemes grāmatās atdalīti no robežas pārdalītā nekustamā īpašuma, ir apgrūtināti ar parādiem neatkarīgi no īpašuma galvenās daļas, tad no atlīdzības summas atvelkami vispirms šie parādi, bet uz visu nekustamo īpašumu gulošā parāda daļa, kas krit uz attiecīgo atsavināmo atgriezumam, atvelkama no atlīdzības atlikuma.

2. piezīme. Sadalot parādus, kas ierakstīti zemes grāmatās pirms abu valstu neatkarības izsludināšanas, šo parādu vērtība pārreķināma tās valsts valūtā, kuŗas teritorijā atrodas nekustamā īpašuma galvenā daļa, saskaņā ar šās valsts attiecīgiem likumu noteikumiem.

3. piezīme. Ja kādam atsavināmam atgriezumam būtu kāda sevišķa vērtība, tad, parādus sadalot, tie sadalāmi starp pārdalītā nekustamā īpašuma galveno daļu un atsavināmo atgriezumam samērā ar šo daļu vērtību, bet nevis platību.

Lūdzu Jūs, augsti godātais ministra kungs, pieņemt manas augstākās cieņas apliecinājumus.

A. Bērziņš.

Ārlietu ministra v. i.

Viņa Ekselencei

Karl Menning kungam,  
Igaunijas ārkārtējam sūtnim un  
Pihvarotam ministriem Latvijā.**Atlīdzības maksas tarifi par Latvijas-Igaunijas valsts robežas pārdalīto nekustamo īpašumu atsavināmiem atgriezumiem.**

1.

Atsavināmie atgriezumus novērtējami, ņemot par pamatu zemju klasifikācijas datus vecajā kadastrā, kas sastādīts uz 1901. gada likuma pamata.

Piezīme a). Ja vienas valsts rīcībā atrodas izlaboti zemju klasifikācijas dati, kas iegūti vēlākos novērtējumos, tad zemes vērtība noteicama, pamatojoties uz šiem datiem, kuri piesūtāmi otrai valstij izlietošanai.

Piezīme b). Ja pēc visjaunākiem uzdevumiem plāniem konstatēts, ka kadastra plānos norādītās zemes kultūras ir pārgrozījušās, abu valstu pārstāvjiem jāizlabo vērtējuma dati, aprēķinot katras kultūras platību pēc jaunākiem uzdevumiem plāniem.

2.

Tajās vietās, kur nav vecā kadastra klasifikācijas datu, izdarāma jaunu zemju klasifikācija uz 1901. gada likuma instrukcijas pamata. Zemju klasifikāciju izdara kopīgi vienojoties abu valstu zemkopības ministriju pārstāvjiem.

3.

Atsavināmo zemju atgriezumus novērtējami pēc sekojošiem tarifiem (par 1 hektaru):

Arauzeme.

III šķira	500,—	zelta fr.
IV „	400,—	„ „
V „	300,—	„ „
VI „	220,—	„ „
VII „	160,—	„ „
VIII „	110,—	„ „
IX „	80,—	„ „

Pļavas.

Šķira	a	b	c
I AB	800,—	650,—	300,— zelta fr.
II	650,—	450,—	230,— „ „
III	500,—	350,—	175,— „ „
IV	375,—	280,—	125,— „ „
V	280,—	220,—	80,— „ „
VI	200,—	150,—	50,— „ „
VII	150,—	80,—	35,— „ „

Ganības.

I šķira	150,—	zelta fr.
II „	100,—	„ „
III „	50,—	„ „

Skuju mežs.

I šķira	200,—	zelta fr.
II „	160,—	„ „
III „	120,—	„ „
IV „	80,—	„ „
V „	50,—	„ „

Lapu mežs.

I šķira	250,—	zelta fr.
II „	150,—	„ „
III „	75,—	„ „

4.

Ja kādam atsavināmam atgriezumam būtu kāda sevišķa vērtība, ieinteresētā puse ierosina jautājumu par tarifa paaugstināšanu attiecībā uz šo atgriezumam un iesniedz otrai pusei savus apsvērumus un pamatojumus zīmējoties uz tarifa paaugstināšanu, pievienojot visus attiecīgos datus. Uz šo datu pamata abu valstu zemkopības ministriju pārstāvji kopīgi vienojoties nosaka atlīdzības apmēru par attiecīgo atsavināmo atgriezumam.

5.

Atsavināmos atgriezumos augošo koku vērtība noteicama pēc mežu takses, kas piemērojama atgriezumam atrašanās apvidū.

6.

Ēkas, kas atrodas uz atsavināmiem atgriezumiem, novērtējamas, pamatojoties uz ēkas celšanas izmaksu un ņemot vērā tās nolietojuma procentu novērtēšanas laikā.

7.

Atlīdzinājuma apmēri noteicami zelta frankos (1 zelta franks = 0,29032 grama tīra zelta). Lata un Igaunijas kronas kurss noteicams, pamatojoties vai nu uz tīra zelta saturu zelta frankā un tīra zelta kursu Rīgas biržā (lata kursa noteikšanai) un Tallinnas biržā (Igaunijas kronas kursa noteikšanai), vai pamatojoties uz to ārzemju valūtu kursu, kuŗas dibinātas uz zeltu un kuŗas kotē Rīgas un Tallinnas biržās.

Augšā minētie tarifi un noteikumi ir 1936. g. 6. oktobra notas № B. 710. 3215/36/26854 neatņemama sastāvdaļa.

## IGAUNIJAS SŪTNIĒCĪBA.

Rīgā, 1936. g. 6. oktobrī.  
№ 1070.

Augsti godātais ministra kungs,

Apstiprinot notikušās sarunas, pagodinot paziņot Jūsu Ekselencei savas valdības uzdevumā sekojošo:

Nemot vērā, ka Latvijas un Igaunijas valdības, pamatojoties uz 1920. g. 19. oktobrī Rīgā parakstītās „konvencijas starp Latvijas un Igaunijas Republikām par robežas noteikšanu un novilkšanu dabā starp minētām republikām, vienas līdzējas puses pilsoņu tiesībām otras teritorijā un ar robežu līniju pārdalītu nekustamo īpašumu stāvokli” 18. pantu, nolēmušas uzsākt atsavināt ar Latvijas-Igaunijas robežu pārdalīto nekustamo īpašumu atgriezumus, kuri līdz šim vēl nav likvidēti, un

atzīstot par vēlamu, lai ievērotu abu valstu pilsoņu intereses, izdarīt šo atsavināšanu vienā laikā un uz vienādiem noteikumiem, Latvijas un Igaunijas valdības vienojušās par sekojošo:

1.

Ar robežu pārdalīto nekustamo īpašumu atsavināmie atgriezumus uzskatāmi par atsavinātiem sākot ar 1937. g. 1. janvāri. Abas valdības apņemas līdz šim termiņam izdot iekšējās likumdošanas ceļā likumus par minēto zemju atsavināšanu.

Piezīme. Nav atsavināmi ar robežu pārdalīto īpašumu atgriezumus, kuri, saskaņā ar augšā minētās 1920. g. 19. oktobra konvencijas 18. panta piezīmi, atstāti to īpašnieku lietošanā, uzturot attiecīgo īpašumu saimniecisko vienību.

2.

Atsavināto atgriezumus īpašniekiem izmaksājama atlīdzība, kuŗas apmērs nosakāms uz šai notai pievienoto tarifu pamata. Atlīdzība izmaksājama viena gada laikā, sākot ar 1937. g. 1. janvāri.

3.

Atlīdzības apmērus par katru atsavināmu atgriezumam un atlīdzības kopsummu par visiem atsavināmiem atgriezumiem noteic kopīgi vienojoties abu valstu zemkopības ministriju pārstāvji uz šeit pievienoto tarifu noteikumu pamata, pie kam katrai valstij jāmaksā atlīdzība par tiem atsavinātiem atgriezumiem, kas atrodas viņas teritorijā.

4.

Atlīdzību atsavināto atgriezumam agrākiem īpašniekiem izmaksās tās valsts iestādes, kur dzīvo atlīdzības saņēmējs. Šajā nolūkā, pēc atlīdzības kopsummas noteikšanas par atsavināmiem atgriezumiem, kas atrodas katrā valstī, starpību starp abām atlīdzības summām, kuŗas katrai valstij jāmaksā otrā valstī dzīvojošām personām, pārvedīs otrai valstij tā valsts, kuŗai pienākas maksāt lielāko summu. Šis pārvedums izdarāms otrās valsts valūtā pēc zelta franka kursa, kas noteicams uz zelta franka tīra zelta satura pamata un uz tīra zelta vai tādu uz zeltu dibināto vērtību kursa pamata, kuŗas kotē vietējā biržā.

5.

Izmaksājot atlīdzību par atsavinātiem atgriezumiem, no atlīdzības saņēmēja nepiedzen par šiem zemes gabaliem nenomaksātos zemes nodokļu parādus.



6.

Ja atsavināmais atgriezums nepārsniedz ceturto daļu no visas ar robežu pārdaļītā nekustamā īpašuma platības, zemes grāmatās ierakstītie parādi, kas apgrūtinā šo īpašumu, paliek uz tā galvenās (neatsavināmās) daļas. Ja atsavināmais atgriezums pārsniedz ceturto daļu no visas nekustamā īpašuma platības, parādi sadalāmi starp galveno daļu un atsavināmo atgriezumu samērīgi ar to platību. Atsavināmie atgriezumi ir brīvi no visiem pārējiem apgrūtinājumiem, kas varētu gulties uz pārdaļīto nekustamo īpašumu.

Sadalot parādus, kas apgrūtinā pārdaļīto nekustamo īpašumu, uz atsavināmo atgriezumu kritošā parāda daļa atvelkama no atlidzības summas par šo atgriezumu un izmaksājama kreditoram obligāciju uzrādāt. Tomēr parāda daļa, kas pārsniedz atlidzības summu, paliek uz robežas pārdaļītā nekustamā īpašuma galvenās daļas.

Augšā minētos parādus sadala kopīgi vienojoties abu valstu zemkopības ministriju pārstāvji reizē ar 3. pantā paredzēto atlidzības apmēru noteikšanu.

Ieraksti par parādu sadalīšanu, kā arī par atsavināmā atgriezuma atbrīvošanu no parādiem, kas apgrūtinā visu nekustamo īpašumu, ievēdamā vienā laikā abu valstu zemes grāmatās uz katras valsts zemkopības ministrijas pieprasījumu.

1. piezīme. Ja atsavināmie atgriezumi, kas ar ierakstu zemes grāmatās atdalīti no robežas pārdaļītā nekustamā īpašuma, ir apgrūtināti ar parādiem neatkarīgi no īpašuma galvenās daļas, tad no atlidzības summas atvelkami vispirms šie parādi, bet uz visu nekustamo īpašumu gulošā parāda daļa, kas krit uz attiecīgo atsavināmo atgriezumu, atvelkama no atlidzības atlikuma.

2. piezīme. Sadalot parādus, kas ierakstīti zemes grāmatās pirms abu valstu neatkarības izsludināšanas, šo parādu vērtība pārrēķināma tās valsts valūtā, kurās teritorijā atrodas nekustamā īpašuma galvenā daļa, saskaņā ar šās valsts attiecīgiem likumu noteikumiem.

3. piezīme. Ja kādam atsavināmam atgriezumam būtu kāda sevišķa vērtība, tad, parādus sadalot, tie sadalāmi starp pārdaļītā nekustamā īpašuma galveno daļu un atsavināmo atgriezumu samērā ar šo daļu vērtību, bet nevis platību.

Lūdzu Jūs, augsti godātais ministra kungs, pieņemt manu augstākās cieņas apliecinājumu.

K. Menning.  
Igaunijas sūtnis.

Viņa Ekselencei

Alfrēdam Bērziņa kungam,  
Iekšlietu viceministram,  
Ārlietu ministra v. i.,  
Rīgā.

### Atlidzības maksas tarifi par Latvijas-Igaunijas valsts robežas pārdaļīto nekustamo īpašumu atsavināmiem atgriežumiem.

1.

Atsavināmie atgriežumi novērtējami, ņemot par pamatu zemju klasifikācijas datus vecajā kadastrā, kas sastādīts uz 1901. gada likuma pamata.

Piezīme a). Ja vienas valsts rīcībā atrodas izlaboti zemju klasifikācijas dati, kas iegūti vēlākos novērtējumos, tad zemes vērtība noteicama, pamatojoties uz šiem datiem, kuri piesūtāmi otrai valstij izlietošanai.

Piezīme b). Ja pēc visjaunākiem uzmērījumu plāniem konstatēts, ka kadastra plānos norādītās zemes kultūras ir pārgrozījušās, abu valstu pārstāvjiem jāizlabo vērtējuma dati, aprēķinot katras kultūras platību pēc jaunākiem uzmērījumu plāniem.

2.

Tajās vietās, kur nav vecā kadastra klasifikācijas datu, izdarāma jauna zemju klasifikācija uz 1901. gada likuma instrukcijas pamata. Zemju klasifikāciju izdara kopīgi vienojoties abu valstu zemkopības ministriju pārstāvjiem.

3.

Atsavināmo zemju atgriežumi novērtējami pēc sekojošiem tarifiem (par 1 hektaru):

Arauzeme.

III šķira	500,—	zelta fr.
IV " "	400,—	" "
V " "	300,—	" "
VI " "	220,—	" "
VII " "	160,—	" "
VIII " "	110,—	" "
IX " "	80,—	" "

Pļavas.

Šķira	a	b	c
I AB	800,—	650,—	300,— zelta fr.
II	650,—	450,—	230,— " "
III	500,—	350,—	175,— " "
IV	375,—	280,—	125,— " "
V	280,—	220,—	80,— " "
VI	200,—	150,—	50,— " "
VII	150,—	80,—	35,— " "

Ganības.

I šķira	150,—	zelta fr.
II " "	100,—	" "
III " "	50,—	" "

Skuju mežs.

I šķira	200,—	zelta fr.
II " "	160,—	" "
III " "	120,—	" "
IV " "	80,—	" "
V " "	50,—	" "

Lapu mežs.

I šķira	250,—	zelta fr.
II " "	150,—	" "
III " "	75,—	" "

4.

Ja kādam atsavināmam atgriežumam būtu kāda sevišķa vērtība, ieinteresētā puse ierosina jautājumu par tarifa paaugstināšanu attiecībā uz šo atgriežumu un iesniedz otrai pusei savus apsvērumus un pamatojumus zīmējoties uz tarifa paaugstināšanu, pievienojot visus attiecīgos datus. Uz šo datu pamata abu valstu zemkopības ministriju pārstāvji kopīgi vienojoties nosaka atlidzības apmēru par attiecīgo atsavināmo atgriežumu.

5.

Atsavināmos atgriežumos augošo koku vērtība noteicama pēc mežu taksas, kas piemērojama atgriežuma atrašanās apvidū.

6.

Ēkas, kas atrodas uz atsavināmiem atgriežumiem, novērtējamas, pamatojoties uz ēkas celšanas izmaksu un ņemot vērā tās nolietojuma procentu novērtēšanas laikā.

7.

Atlidzinājuma apmēri noteicami zelta frankos (1 zelta franks = 0,29032 grama tīra zelta). Lata un Igaunijas kronas kursu noteicams, pamatojoties vai nu uz tīra zelta saturu zelta frankā un tīra zelta kursu Rīgas biržā (lata kursa noteikšanai) un Tallinnas biržā (Igaunijas kronas kursa noteikšanai), vai pamatojoties uz to ārzemju valūtu kursu, kurās dibinātas uz zeltu un kuņas kotē Rīgas un Tallinnas biržās.

Augšā minētie tarifi un noteikumi ir 1936. g. 6. oktobra notas № 1070 neatņemama sastāvdaļa.

### Valdības rīkojumi un pavēles.

#### 499. rīkojums

1936. g. 10. decembrī.

Pārdēvēju no š. g. 1. decembra līdz šīnējo Rīgas valsts mākslas amatniecības skolu par Rīgas valsts daiļamatniecības skolu.

Izglītības ministrs A. Tentelis.  
Skolu depart. direktora v. I. Zubans.

#### 500. rīkojums

1936. g. 10. decembrī.

Pārdēvēju no 1937. g. 1. janvāra līdz šīnējo Latvju sieviešu nacionālās ligas mākslas aušanas skolu par Latvju sieviešu nacionālās ligas daiļaušanas skolu.

Izglītības ministrs A. Tentelis.  
Skolu depart. direktora v. I. Zubans.

#### 1440. lēmums.

1936. g. 14. decembrī, saskaņā ar papildinājumu likumā par biedrību, savienību un politisku organizāciju slēgšanas, likvidācijas un reģistrēšanas kārtību izņēmuma stāvokļa laikā („Vald. Vēstn.” 1934. g. 163. num.), uzdošu likvidēties Sporta klubam „Astra”.

Klubs jālikvidē kluba valdei 3 mēnešu laikā pēc šī lēmuma izsludināšanas „Valdības Vēstnesī”.

Iekšlietu ministra b. A. Bērziņš.  
Administr. depart. direktors Anšmits.

#### 1441. lēmums.

1936. g. 14. decembrī, saskaņā ar papildinājumu likumā par biedrību, savienību un politisku organizāciju slēgšanas, likvidācijas un reģistrēšanas kārtību izņēmuma stāvokļa laikā („Vald. Vēstn.” 1934. g. 163. num.), uzdošu likvidēties Dramatiskās mākslas veicināšanas biedrībai.

Biedrība jālikvidē biedrības sekretāram Viktoram Malvesam 3 mēnešu laikā pēc šī lēmuma izsludināšanas „Valdības Vēstnesī”.

Iekšlietu ministra b. A. Bērziņš.  
Administr. depart. direktors Anšmits.

#### 1442. lēmums.

1936. g. 14. decembrī, saskaņā ar papildinājumu likumā par biedrību, savienību un politisku organizāciju slēgšanas, likvidācijas un reģistrēšanas kārtību izņēmuma stāvokļa laikā („Vald. Vēstn.” 1934. g. 163. num.), uzdošu likvidēties Pīltenes pagasta mednieku biedrībai.

Biedrība jālikvidē biedrības valdei 3 mēnešu laikā pēc šī lēmuma izsludināšanas „Valdības Vēstnesī”.

Iekšlietu ministra b. A. Bērziņš.  
Administr. depart. direktors Anšmits.

#### 1443. lēmums.

1936. g. 14. decembrī, saskaņā ar papildinājumu likumā par biedrību, savienību un politisku organizāciju slēgšanas, likvidācijas un reģistrēšanas kārtību izņēmuma stāvokļa laikā („Vald. Vēstn.” 1934. g. 163. num.), uzdošu likvidēties Rīgas latviešu mākslinieku biedrībai.

Biedrība jālikvidē biedrības valdei 3 mēnešu laikā pēc šī lēmuma izsludināšanas „Valdības Vēstnesī”.

Iekšlietu ministra b. A. Bērziņš.  
Administr. depart. direktors Anšmits.

#### 1444. lēmums.

1936. g. 14. decembrī, saskaņā ar papildinājumu likumā par biedrību, savienību un politisku organizāciju slēgšanas, likvidācijas un reģistrēšanas kārtību izņēmuma stāvokļa laikā („Vald. Vēstn.” 1934. g. 163. num.), uzdošu likvidēties Puzes darba sabiedrībai „Speks”.

Biedrība jālikvidē biedrības valdei 3 mēnešu laikā pēc šī lēmuma izsludināšanas „Valdības Vēstnesī”.

Iekšlietu ministra b. A. Bērziņš.  
Administr. depart. direktors Anšmits.

### Valdības iestāžu paziņojumi.

#### Pārgrozījums valsts depozītu kontu sarakstā Latvijas bankā.

Latvijas bankā kontu pārnes uz citu nodaļu:

Konta nosaukums	Konta №	Latvijas bankas nodaļa, kurā konts		Konta rīkotājs
		slēgts	atvērts	
Skrundas virsmežniecība	DN 264	Aizpute	Liepāja	Skrundas virsmežniecība

Pamats. Noteikumu par grāmatvedību un norēķiniem valsts iestādēs 83. pants. Rīgā, 1936. g. 12. decembrī.

Valsts saimniecības departamenta direktors J. Skujevics.  
Valsts budžetu nodaļas priekšnieks E. Jakobsons.

#### Rīgas apgabaltiesas priekšsēdētājs

paziņo, ka Rīgas apgabaltiesas nodaļu kopsapulce savā 1936. g. 26. novembra sēdē pieņēmusi šo minēto Rīgas apriņķa 1. un 2. izmeklēšanas tiesnešu iecirkņu pārdaļījumu, kas stājas spēkā 1937. g. 1. janvārī.

#### Rīgas apr. 1. iec. izmekl. tiesn. iec.

(Siguldā, Pils ielā 3):

Allažu, Ādažu, Biriņu, Inčukalna, Krimuldas, Kastrānes, Kempju, Ligatnes, Lēdurgas, Mālpils, Mores, Pabažu, Ropažu, Siguldas, Sidgundas, Sējas, Turaidas un Vildogas pagasti un Siguldas pilsēta.

#### Rīgas apr. 2. iec. izmekl. tiesn. iec.

(Rīgā, Andreja Pumpura ielā 1):

Aizkraukles, Baldones, Birzgales, Babītes, Dreiliņu, Daugmales, Doles, Ikšķiles, Jumpravas, Katlakalna, Krapes, Keīpetes, Lievarde, Lauberis, Lēdmanes, Marupes, Madlienes, Ogresgala, Olaines, Plāteres, Rembates, Salaspils, Salas, Slokas, Suntažu, Skrīveļu, Stopiņu, Totes un Viskaju pagasti, Ogres, Rīgas Jūrmalas, Slokas un Ķemeri pilsētas.

Rīgā, 1936. g. 12. decembrī.

Priekšsēdētājs A. Būmanis.  
Sekretāre G. Jurka.

#### Kaņa tiesa,

pamatodamās uz savu šīs dienas rīcības sēdes lēmumu, izbeidz kaņa dienestā iesauktā Egona Naftala-Movša d. Mālera meklēšanu, kas uzsākta 1936. g. 7. februārī ar paziņojumu „Valdības Vēstnesī” 31. num.

1936. g. 12. decembrī.

Kaņa tiesas priekšsēd. pulkv. H. Jakobsons.  
Sekretārs adm. kapt. A. Rumppe.

#### Saldus iec. mirtiesnesis

izbeidz Alberta Zommara (Kuīļa) meklēšanu, kas uzsākta ar „Vald. Vēstn.” 1926. g. 45. num. ievietoto sludinājumu.

Saldū, 1936. g. 11. dec. 966/26.

Mirtiesnesis K. Kalniņš.  
Sekretāra v. M. Jansons.

#### Meklētizbeidzamo personu 1945. saraksts.

40390. Brokans Kazimirs. 49527/36.  
40391. Čubrēvičs Felicitas. 41116/33.  
40392. Olševskis Vikentijs. 22116/26.  
40393. Orlovičs Francis. 18936/26.  
40394. Ozoliņš Richards-Nikolajs. 47568/36.  
40395. Papavs Augusts-Arvids. 38749/32.  
40396. Ščerbakovs Ivans (Jānis). 46316/35.  
40397. Šimānis Augusts. 48791/36.  
40398. Smarguns Aleksandrs. 49032/36.  
40399. Smetanovs Feodors. 38979/32.  
40400. Stube Voldemārs. 33177/30.  
40401. Viniņš Emīlija. 49406/36.

Rīgā, 1936. g. 14. decembrī.

Kriminālās policijas pārvaldes priekšnieks  
J. Sīlarājs.  
Darbvedis Hūns.







**Tiesu sludinājumi.**

**Rīgas apgabalt. 1. civilnodaļa** uz Civiltroc. lik. 397., 399., 401., 405., 413. un 416. p. pamata, uz Elīzabetes Kēniģstetters lūgumu viņas prasības lietā pret Aleksandru Christiana d. Rittenbergu summā Ls 50.— par lietiskas tiesības dzēšanu zemes grāmatās, uzaicina Aleksandru Christiana d. Rittenbergu, kura dzīves vieta prasītājam nav zināma, ierasties tiesā 2 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”.

Lūgumam pielikti pilnvara ar norakstu, īres lūguma noraksts ar tulkojumu, apliecināšana ar norakstu pretusei.

Ja atbildētājs noliktā laikā neieradies personīgi vai nesūtīs pilnvarnieku, lietu noliks tiesas sēdē aizmuguriskai klausīšanai.

Rīgā, 1936. g. 8. decembrī. 417253 27128x Priekšsēdētāja b. P. Leitans. Sekretārs R. Opss.

**Rīgas apgabalt. 2. kriminālnodaļa**, pamatojoties uz Sodul. lik. 234. p., 1936. g. 9. nov. sodīja Soliju Krūmiņš ar Ls 5.—, vai nesamaksas gadījumā ar 1 dienu aresta par to, ka viņa Vidzemes tirgū, 91. galda pārdevusi virtuves sviestu, kurā bijušas 12,4% ūdens un 15,9% skābuma. Spriedums stāties likumīgā spēkā. 2960/36. 27664g

Rīgā, 1936. g. 12. decembrī. Priekšsēd. b. M. Bērziņš. Sekretārs p. (paraksts).

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodaļa**, uz Civiltroc. lik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civiltroc. lik. 2451. pantu un Oto Sarmuļa lūgumu, uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šajā tiesā 1936. g. 17. nov. izsludināto 1936. g. 12. apr. štāmerienas pag. mir. Andreja Sarmuļa, dzim. 1853. g. 20. dec. (v. st.), 1936. g. 11. apr. mājas kārtībā taisīto testāmentu, vai kam ir kādas tiesības uz mirušā Andreja Sarmuļa mantojumu vai prasījumi no tā kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.

Rīgā, 1936. g. 8. decembrī. L. № 4016/36. 27217b Priekšsēd. b. v. J. Drande. Sekretārs E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodaļa**, uz Civiltroc. lik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civiltroc. lik. 2451. pantu un mir. Eduarda Eilenberga testāmenta izpild. zv. adv. E. Tomsona lūgumu, uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šajā tiesā 1936. g. 17. jūl. Alūksnē mir. Eduarda - Zamuēļa Eilenberga, dzim. 1864. g. 11. okt. (v. st.), 1930. g. 17. sept. publ. kārtībā taisīto testāmentu, vai kam ir kādas tiesības uz mir. Eduarda-Zamuēļa Eilenberga mantojumu vai prasījumi no tā kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.

Rīgā, 1936. g. 8. decembrī. L. № 4016/36. 27217b Priekšsēd. b. v. J. Drande. Sekretārs E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodaļa**, uz Civiltroc. lik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civiltroc. lik. 2451. pantu un mir. Eduarda Eilenberga testāmenta izpild. zv. adv. E. Tomsona lūgumu, uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šajā tiesā 1936. g. 17. jūl. Alūksnē mir. Eduarda - Zamuēļa Eilenberga, dzim. 1864. g. 11. okt. (v. st.), 1930. g. 17. sept. publ. kārtībā taisīto testāmentu, vai kam ir kādas tiesības uz mir. Eduarda-Zamuēļa Eilenberga mantojumu vai prasījumi no tā kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.

Rīgā, 1936. g. 8. decembrī. L. № 5317/36. 27218b Priekšsēdēt. b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodaļa**, uz Civiltroc. lik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civiltroc. lik. 2451. pantu un Alvīnes Runikas lūgumu, uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šajā tiesā 1936. g. 17. nov. izsludināto 1936. g. 25. aug. Alūksnē mir. Fricā Konstantina Rūnika (Runika), dzim. 1893. g. 27. martā, 1936. g. 23. aug. mājas kārtībā taisīto testāmentu, vai kam ir kādas tiesības uz mirušā Fricā-Konstantina Rūnika (Runika) mantojumu vai prasījumi no tā kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.

Rīgā, 1936. g. 8. decembrī. L. № 5317/36. 27218b Priekšsēdēt. b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodaļa**, uz Civiltroc. lik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civiltroc. lik. 2451. pantu un Alvīnes Runikas lūgumu, uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šajā tiesā 1936. g. 17. nov. izsludināto 1936. g. 25. aug. Alūksnē mir. Fricā Konstantina Rūnika (Runika), dzim. 1893. g. 27. martā, 1936. g. 23. aug. mājas kārtībā taisīto testāmentu, vai kam ir kādas tiesības uz mirušā Fricā-Konstantina Rūnika (Runika) mantojumu vai prasījumi no tā kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.

Rīgā, 1936. g. 8. decembrī. L. № 5317/36. 27218b Priekšsēdēt. b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodaļa**, uz Civiltroc. lik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civiltroc. lik. 2451. pantu un Alvīnes Runikas lūgumu, uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šajā tiesā 1936. g. 17. nov. izsludināto 1936. g. 25. aug. Alūksnē mir. Fricā Konstantina Rūnika (Runika), dzim. 1893. g. 27. martā, 1936. g. 23. aug. mājas kārtībā taisīto testāmentu, vai kam ir kādas tiesības uz mirušā Fricā-Konstantina Rūnika (Runika) mantojumu vai prasījumi no tā kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.

atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.

Rīgā, 1936. g. 8. decembrī. L. № 5371/36. 27219b Priekšsēdētāja b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodaļa**, uz Civiltroc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civiltroc. lik. 2451. pantu un Almas Biksiņ-Grinbergs un Ilzes Dibens lūgumu, uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šajā tiesā 1936. g. 17. novembrī izsludināto 1936. g. 22. martā Annas pag. mir. Juā Lapīna, dzim. 1863. g. 12. maijā, 1936. g. 20. febr. un 1936. g. 18. martā mājas kārtībā taisītiem testāmentiem, vai kam ir kādas tiesības uz mir. Juā Lapīna mantojumu vai prasījumi no tā kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.

Rīgā, 1936. g. 8. decembrī. L. № 3994/36. 27220b Priekšsēdēt. b. H. Mintals. Sekretārs v. i. E. Lasmanis.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civilnod.**, uz Civiltroc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civiltroc. lik. 2451. pantu un Henrietes Beiers lūgumu uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šajā tiesā 1936. g. 17. nov. izsludināto 1936. g. 11. sept. Rīgā mir. Gustava-Adolfa Beiera, dzim. 1860. g. 20. jūnijā, un viņa sievas Henrietes Beiers, dzim. Kronbergs, 1932. g. 20. jūn. publ. kārtībā taisīto testāmentu, vai kam ir kādas tiesības uz mir. Gustava-Adolfa Beiera mantojumu vai prasījumi no tā kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.

Rīgā, 1936. g. 8. decembrī. L. № 3994/36. 27220b Priekšsēdēt. b. H. Mintals. Sekretārs v. i. E. Lasmanis.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civilnod.**, uz Civiltroc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civiltroc. lik. 2451. pantu un Henrietes Beiers lūgumu uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šajā tiesā 1936. g. 17. nov. izsludināto 1936. g. 11. sept. Rīgā mir. Gustava-Adolfa Beiera, dzim. 1860. g. 20. jūnijā, un viņa sievas Henrietes Beiers, dzim. Kronbergs, 1932. g. 20. jūn. publ. kārtībā taisīto testāmentu, vai kam ir kādas tiesības uz mir. Gustava-Adolfa Beiera mantojumu vai prasījumi no tā kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.

Rīgā, 1936. g. 8. decembrī. L. № 5370/36. 27221b Priekšsēdētāja b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmanis.

**Rīgas apgabaltiesas 4. civilnod.**, uz Lik. par laul. 77. p. pamata, paziņo, ka tiesa 1936. g. 20. okt. Cecīlijas Jachnins, dzim. Zabešinskis, prasības lietā pret Michailu Jachnins par laulības šķiršanu, aizmuguriski nosprēda: šķirt laulību, kas slēgta 1915. g. 16. maijā Krievijā, Vittebskas gubernā, „Staroje selo” muižā starp Cecīliju Jachnins, dzim. Zabešinskis, un Michailu Jachninu, uz Lik. par laulību 50. p. pamata, piešķirot prasītāji viņas pirmslaulības uzvārdu „Zabešinskis”.

Ja atbildētājs Civiltroc. nolik. 834., 839. un 859. p. paredzētā laikā neiesniedz tiesai atsauksmi vai pārsūdzību, spriedums stāties likumīgā spēkā.

Rīgā, 1936. g. 10. decembrī. 892/36. 27373g Priekšsēd. v. L. Brimmers. Sekretārs v. Stūre.

**Rīgas apgabaltiesas 4. civilnod.**, uz Civiltroc. lik. 293., 295., 298., 301., 309., 311. p. pamata, uz Meiša Flaksa lūgumu viņa prasības lietā pret Slovu Flaksu, dzim. Šavlovs, par laulības šķiršanu, uzaicina pedėjo, kuras dzīves vieta prasītājam nav zināma, ierasties tiesā 2 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”

Lūgumam pielikti iesūdzības un klatpielikto dokumentu noraksti.

Ja atbildētāja noliktā laikā neieradies personīgi vai nesūtīs pilnvarnieku, noliks tiesas sēdi lietas aizmuguriskai izklausīšanai. 1844. 27543g

Rīgā, 1936. g. 11. decembrī. Priekšsēd. v. L. Brimmers. Sekretārs v. Stūre.

**Rīgas apgabaltiesas 4. civilnod.**, uz Civiltroc. lik. 293., 295., 298., 301., 309., 311. p. pamata, uz Meiša Flaksa lūgumu viņa prasības lietā pret Slovu Flaksu, dzim. Šavlovs, par laulības šķiršanu, uzaicina pedėjo, kuras dzīves vieta prasītājam nav zināma, ierasties tiesā 2 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”

Lūgumam pielikti iesūdzības un klatpielikto dokumentu noraksti.

Ja atbildētāja noliktā laikā neieradies personīgi vai nesūtīs pilnvarnieku, noliks tiesas sēdi lietas aizmuguriskai izklausīšanai. 1844. 27543g

Rīgā, 1936. g. 11. decembrī. Priekšsēd. v. L. Brimmers. Sekretārs v. Stūre.

**Rīgas apgabaltiesas 4. civilnod.**, uz Civiltroc. lik. 293., 295., 298., 301., 309., 311. p. pamata, uz Meiša Flaksa lūgumu viņa prasības lietā pret Slovu Flaksu, dzim. Šavlovs, par laulības šķiršanu, uzaicina pedėjo, kuras dzīves vieta prasītājam nav zināma, ierasties tiesā 2 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”

Lūgumam pielikti iesūdzības un klatpielikto dokumentu noraksti.

**Rīgas apgabalt. tirdzniec. reģ. nodaļa** uz tirdzn. reģ. not. 39. p. pamata paziņo, ka tirdzniecības reģistra „A” 967. folijā ierakstītās firmas „Schaar un Caviezel” (Rīgā, Kaļķu ielā 30) īpašnieks Jāzeps Dobkevičs miris un par viņa atstātas mantas aizgādājiem ar Rīgas pils. bariņtiesas 1936. gada 17. nov. lēmumu iecelti:

a) zvēr. adv. Ernestis Volframs, dzīv. Rīgā, Aspazijas bulv. 6 un b) zvēr. adv. Alfrēds Kazaks, dzīv. Rīgā, Raiņa bulv. 17, 4. dz.

Saskaņā ar tirdzn. reģ. tiesneša 1936. g. 8. dec. lēmumu tas atzīmēts tirdzniecības reģistrā. 27460g Rīgā, 1936. g. 8. decembrī. Tirdzn. reģ. tiesn. M. Grundulis. Sekretārs v. i. A. Bērziņš.

**Rīgas apgabalt. tirdzniec. reģ. nodaļa** uz tirdzn. reģ. not. 39. p. pamata paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „A” ar reģistra 1193. num. ierakstītai firmai „Šmuels Sneiderš” (Rīgā, Dzirnauvu ielā 109), bez uzņēmumiem, kas atzīmēti tirdzniecības reģistrā, ir vēl uzņēmums — iebraucama vieta Rīgā, Dzirnauvu ielā 109 un augļu noliktava Rīgā, Parka ielā 4.

Saskaņā ar tirdzn. reģ. tiesneša 1936. g. 10. dec. lēmumu tas atzīmēts tirdzniecības reģistrā. 27456g Rīgā, 1936. g. 10. decembrī. Tirdzn. reģ. tiesn. M. Grundulis. Sekretārs v. i. A. Bērziņš.

**Rīgas apgabalt. tirdzniecības reģistra nodaļa** uz tirdzn. reģ. not. 39. p. pamata paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „A” ar reģistra 1706. num. ierakstīta firma „Vilhelms Steinbergs” (Rīgā, Marijas ielā 121), saskaņā ar tirdzn. reģ. tiesneša 1936. gada 10. dec. lēmumu tirdzniecības reģistrā dzēsta, tādēļ, ka šīs firmas uzņēmums nepārsniedz sīkuzņēmuma apmēru.

Rīgā, 1936. g. 10. dec. 27458g Tirdzn. reģ. tiesn. M. Grundulis. Sekretārs v. i. A. Bērziņš.

**Jelgavas apgabaltiesa**, pamatojoties uz Civiltroc. nolik. 1575. pantu, paziņo, ka šīs tiesas sēdē šā gada 21. decembrī attaisis un nolasis 1936. g. 24. septembrī mirušā Ludviga Veisberga testāmentu.

Jelgavā, 1936. g. 11. decembrī. M. l. № 2287/36. 27669z Priekšsēdētāja v. J. Lecis. Sekretārs M. Devingtelis.

**Jelgavas apgabaltiesa**, pamatojoties uz Civiltroc. nolik. 1575. pantu, paziņo, ka šīs tiesas sēdē šā gada 21. decembrī attaisis un nolasis 1936. g. 24. oktobrī mirušā Dāvida Jāņa d. Upenieka testāmentu.

Jelgavā, 1936. g. 11. decembrī. M. l. № 2296/36. 27670z Priekšsēdētāja v. J. Lecis. Sekretārs M. Devingtelis.

**Jelgavas apgabaltiesa**, pamatojoties uz Civiltroc. nolik. 1575. pantu, paziņo, ka šīs tiesas sēdē šā gada 21. decembrī attaisis un nolasis 1936. g. 11. martā mirušā Jāņa Jēkaba d. Jurēna testāmentu.

Jelgavā, 1936. g. 11. decembrī. M. l. № 2305/36. 27671z Priekšsēdētāja v. J. Lecis. Sekretārs M. Devingtelis.

**Jelgavas apgabaltiesa**, pamatojoties uz Civiltroc. nolik. 1575. pantu, paziņo, ka šīs tiesas sēdē šā gada 21. decembrī attaisis un nolasis 1936. g. 29. augustā mirušā Krišus Fricā d. Bergmaņa testāmentu.

Jelgavā, 1936. g. 11. decembrī. M. l. № 2248/36. 27672z Priekšsēdētāja v. J. Lecis. Sekretārs M. Devingtelis.

**Jelgavas apgabalt. reģistr. nodaļa**, pamatojamās uz 1919. gada 5. sept. lik. par kooperatīvām sabiedrībām un to savienībām 7. pantu, paziņo, ka minētās tiesas civilnodaļas 1936. gada 3. dec. atklātā sēdē nolēma reģistrēt „Ventspils kooperatīvu” biedrību, ierakstot to kooperatīvu sabiedrību reģistra pirmajā daļā, pie kam šīn biedrība apvienojusās Ventspils namu īpašnieku biedrība un Ventspils un apkārtnes patēr. biedrība „Strādnieks”. Biedrības valdes sēdklis atrodas Ventspilī.

Jelgavā, 1936. g. 11. dec. 103/36. 27720g Nodaļas pārzinis J. Lecis. Sekretārs v. V. Stūris.

**Jelgavas apgabalt. tirdzn. reģ. nodaļa**, pamatojoties uz tirdzn. reģ. not. 39. p. paziņo, ka saskaņā ar tirdzniec. reģ. tiesneša 1936. g. 4. dec. lēmumu Jelgavas apgabaltiesas tirdzniecības reģistra „A” daļas 740. reģ. num. ir ierakstīts: Firma Fimieru tirgotava Zalams Zilbermans un biedrs.

Atklātās sabiedrības personīgi atbildīgie biedri: 1) Zalams Zilbermans piedzimis Rīgā 1902. gada 16. oktobrī un dzīvo Jelgavā, Lielā ielā 7, un 2) Pinchus Zamuelis, piedzimis Jelgavā 1901. g. 1. dec. un dzīvo Rīgā, Zaļā ielā 5.

Sabiedrības sēdklis atrodas Jelgavā, Pasta ielā 4; sabiedrība nodibināta 1936. g. 11. nov., un tās darbība atklāta 1936. g. 14. nov.; darbības nozare: finieņu un galduieku piederumu tirdzniecība. 27550g Pinchusam Zamuelim pastāv laulības līgums.

Jelgavā, 1936. g. 4. decembrī. Tiesnesis K. Klaviņš. Sekret. v. i. Edg. Zvirgzds.

**Jelgavas apgabalt. tirdzn. reģ. nodaļa**, pamatojoties uz tirdzn. reģ. not. 39. p. paziņo, ka saskaņā ar tirdzniec. reģ. tiesneša 1936. g. 5. dec. lēmumu, Jelgavas apgabaltiesas tirdzniecības reģ. „A” daļas 741. reģ. num. ir ierakstīts: Firma Izraelis Krāmers.

Tirgotājs Izraelis Krāmers piedzimis Talsos 1874. g. 5. jūnijā un dzīvo Talsos, Lielā ielā 3.

Uzņēmums atrodas Talsos, Lielā ielā 3, un tā darbība atklāta 1918. gadā; darbības nozare: sīku preču tirdzniecība.

Jelgavā, 1936. g. 5. decembrī. Tiesnesis K. Klaviņš. Sekret. v. i. Edg. Zvirgzds.

**Jelgavas apgabalt. tirdzn. reģ. nodaļa**, pamatojoties uz tirdzn. reģ. not. 39. p. paziņo, ka saskaņā ar tirdzniec. reģ. tiesneša 1936. g. 5. dec. lēmumu, Jelgavas apgabaltiesas tirdzniecības reģ. „A” daļas 742. reģ. num. ir ierakstīts: Firma Erberģes ūdensdzirnavas, īpašn. Francis Hāns.

Francis Hāns piedzimis Muzalves pag. 1877. g. 29. martā un dzīvo Mazzalves pag. Erberģes dzirnavās.

Uzņēmums atrodas Mazzalves pagasta Erberģes dzirnavās, un tā darbība atklāta 1910. g.; darbības nozare: ūdensdzirnavas.

Jelgavā, 1936. g. 5. decembrī. Tiesnesis K. Klaviņš. Sekret. v. i. Edg. Zvirgzds.

**Jelgavas apgabalt. tirdzn. reģ. nodaļa**, pamatojoties uz tirdzn. reģ. not. 39. p. paziņo, ka saskaņā ar tirdzniec. reģ. tiesneša 1936. g. 5. dec. lēmumu, Jelgavas apgabaltiesas tirdzniecības reģistra „A” daļas 743. reģ. num. ir ierakstīts: Firma Kino Atpūta, V. Priede un V. Jankmanis.

Atklātās sabiedrības personīgi atbildīgie biedri: 1) Valente Priede, piedzimis Krasnojarskā (Krievijā) 1902. g. 28. dec. un dzīvo Jēkabpilī, Vadoņa ielā 18, un 2) Vulfis Jankmanis, piedzimis Krustpilī 1906. gada 14. aprīlī un dzīvo Krustpilī, Rīgas ielā 163.

Sabiedrības sēdklis atrodas Jēkabpilī, Vadoņa ielā 18; sabiedrība nodibināta, un tās darbība atklāta 1933. g. 15. janv.; darbības nozare: kino. 27547g

Jelgavā, 1936. g. 5. decembrī. Tiesnesis K. Klaviņš. Sekret. v. i. Edg. Zvirgzds.

**Jelgavas apgabalt. tirdzn. reģ. nodaļa**, pamatojoties uz tirdzn. reģ. not. 39. p. paziņo, ka saskaņā ar tirdzniec. reģ. tiesneša 1936. g. 7. dec. lēmumu, Jelgavas apgabaltiesas tirdzniecības reģ. „A” daļas 744. reģ. num. ir ierakstīts: Firma Žanis Busenberg.

Tirgotājs Žanis Busenbergs piedzimis Matkules pag. 1903. g. 16. jūnijā un dzīvo Sabīlē, Blaumana ielā 6.

Uzņēmums atrodas Sabīlē, Rīgas ielā 5, un tā darbība atklāta 1935. g. 15. janvārī; darbības nozare: valsts degvīna tirgotava. 27546g

bas nozare: koloniālpreču, delikatesu un konfekšu veikals un Baltijas savstarpējās apdroš. biedrības aģentūra. 27545g

Jelgavā, 1936. g. 10. dec. Tiesnesis K. Klaviņš. Sekret. v. i. Edg. Zvirgzds.

**Jelgavas apgabalt. tirdzn. reģ. nodaļa**, pamatojoties uz tirdzn. reģ. not. 39. p. paziņo, ka saskaņā ar tirdzniec. reģ. tiesneša 1936. g. 10. dec. lēmumu, Jelgavas apgabaltiesas tirdzniecības reģistra „A” daļas 564. reģ. num. ir dzēsta 1936. g. 17. novembrī izbeigtā firma „Fisels Hiršbergs”.

Jelgavā, 1936. g. 10. dec. Tiesnesis K. Klaviņš. Sekret. v. i. Edg. Zvirgzds.

**Liepājas apgabalt. tirdzn. reģ. tiesnesis**, pamatojoties uz noteikumiem par tirdzniecības reģ. 39. p. paziņo, ka Liepājas apgabaltiesas tirdzniecības reģ. „A” 379. num. (firma „Latava rēdēroļa”) ar tirdzn. reģ. tiesneša 1936. g. 11. dec. lēmumu (4. ieraksts) ierakstīts sekojošais: 1936. g. 5. decembrī personīgi atbildīgā biedre Anna Alise Jauņzemis izstājusies no rēdēroļas, pārdodot visu viņai piederošo tvaikona daļu vienam no rēdēroļas īpašniekiem — Gastonam Timertam. 27551g

Liepājā, 1936. g. 11. decembrī. Tirdzniecības reģistra tiesnesis V. Vitiņš. Sekretārs v. A. Plūmītis.

**Daugavpils apgabaltiesas reģistr. nodaļa** paziņo, ka ar tiesas 1926. g. 29. marta lēmumu reģistrētā krāj-aizevju sabiedrība „Nākotne” ir galīgi likvidēta.

Daugavpilī, 1936. g. 7. dec. 62/26. J. 27487z Nod. pārzinis K. Vikmanis. Sekretārs p. i. E. Kaņeps.

**J**



Rīgas apgabalt. Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs Jūlijs Lapiņš (kanceļa Rīgā, Stabu ielā 46/48, II. dz.), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Kārļa Veides prasības Ls 322,26 ar proc. un izdev. piedziņai 1937. g. 19. jūnijā plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodalās sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē mir. Gustava Ozoliņa mant. masas nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rīgas apr. Sējas pag., ierakstīta zemes grāmatu reg. 6890. num., un sastāv no Sējas muižas „Avotu” mājām, ar reg. 2913. num. atdalītām „Plaviņu” mājām, 15,66 ha kopplatībā, ar ēkām;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība — Ls 2045,—; 3) tai ir hipotēku parādi Ls 2500,—; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 204,50 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga; 27183

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalās kancelejā.

Rīgā, 1936. g. 9. decembrī. Tiesu izpild. J. Lapiņš.

Rīgas apgabalt. Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs Jūlijs Lapiņš (kanceļa Rīgā, Stabu ielā 46/48, II. dz.), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Paulīnes Nicmanis prasības Ls 360,— un izdevumiem piedziņai 1937. g. 19. jūnijā plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodalās sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Bernhards Jēkaba Nicmana nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rīgas apr. Mangaju pag., ierakstīta zemes grāmatu reg. 19069. num., un sastāv no Mangaju muižas atdalītā zemes gabala Slokas kalni 304.F, 10,70 ha kopplatībā, ar ēkām;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 600,—; 3) tai ir hipotēku parādi Ls 1800,—; 27185 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtēj. desmitā daļa — Ls 60,— un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalās kancelejā.

Rīgā, 1936. g. 9. decembrī. Tiesu izpild. J. Lapiņš.

Rīgas apgabalt. Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs Jūlijs Lapiņš (kanceļa Rīgā, Stabu ielā 46/48, II. dz.), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Maksātnespējīgās parādnieces Siguldas patērtāju biedrības konkursa valdes prasības Ls 200,— ar izdevumiem piedziņai 1937. g. 19. jūnijā, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodalās sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Augusta Vasara nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rīgas apr. Siguldas pag., ierakstīta zemes grāmatu reg. 8142. num., un sastāv no Jūdažu muižas atdalītā zemes gabala „Āriņi” 26F un 26Fa, 15,98 ha kopplatībā ar ēkām;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 2338,—; 3) tai ir hipotēku parādi Ls 2700,— un 1936. g. 6. aprīlī ar 2405. num. ir ieviesta atzīme par mir. Kārļa Kreiļa mant. masas prasības nodrošināšanu Ls 681,60 apmērā; 27190 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 233,80 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalās kancelejā.

Rīgā, 1936. g. 9. decembrī. Tiesu izpild. J. Lapiņš.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalās kancelejā.

Rīgā, 1936. g. 9. decembrī. Tiesu izpild. J. Lapiņš.

Rīgas apgabalt. Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs Jūlijs Lapiņš (kanceļa Rīgā, Stabu ielā 46/48, II. dz.), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Akc. sab. „Latvijas Kredītbanka” prasības Ls 400,— ar proc. un izdev. piedziņai 1937. g. 19. jūnijā, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodalās sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Voide mēra Platupa nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rīgas apr. Inčukalna pag., ierakstīta zemes grām. reg. 10562. num. un sastāv no Inčukalna muižas atdalītā zemes gabala „Ezernieki” 32F un 32Fa, 11,04 ha kopplatībā ar ēkām;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība — Ls 1652,—; 3) tai ir hipotēku parādi Ls 2700,—; 27187 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 165,20 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalās kancelejā.

Rīgā, 1936. g. 9. decembrī. Tiesu izpild. J. Lapiņš.

Rīgas apgabalt. Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs Jūlijs Lapiņš (kanceļa Rīgā, Stabu ielā 46/48, II. dz.), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Latvijas bankas Ls 1350,—, Pēteris Dālberga Ls 800,— ar proc. un izdevumiem piedziņai 1937. g. 19. jūnijā plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodalās sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Roberta Skauga nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rīgas apr. Babītes pag., ierakstīta zemes grāmatu reg. 104. num. un sastāv no Piņķu muižas atdalītām Benežu-Skaugu 22. mājām, 37,53 des. kopplatībā, ar ēkām;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 4538,—; 3) tai ir hipotēku parādi Ls 2000,— un nodrošinājums par Ls 4400,—; 27194 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 453,80 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalās kancelejā.

Rīgā, 1936. g. 9. decembrī. Tiesu izpild. J. Lapiņš.

Rīgas apgabalt. Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs Jūlijs Lapiņš (kanceļa Rīgā, Stabu ielā 46/48, II. dz.), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Simona Chaita prasības Ls 117,82 ar proc. un izdev. piedziņai 1937. g. 19. jūnijā plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodalās sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Melanijas Āboliņš, dzim. Sirmbārdis, nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rīgas apr. Ropažu pag., ierakstīta zemes grāmatu reģistra 7533. num. un sastāv no Lielkaugaru muižas Jaunbērziņu 17. mājām, ar zemes grāmatu reģistra 4509. num. atdalītām Dārziņu mājām, 23,35 ha kopplatībā, ar ēkām;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība — Ls 1347,—; 3) tai ir hipotēku parādi Ls 9300,—; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 134,70 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalās kancelejā.

Rīgā, 1936. g. 9. decembrī. Tiesu izpild. J. Lapiņš.

Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalās kancelejā.

Rīgā, 1936. g. 9. dec. 27195 Tiesu izpild. J. Lapiņš.

Rīgas apgabalt. Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs Jūlijs Lapiņš (kanceļa Rīgā, Stabu ielā 46/48, II. dz.), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Miķeļa Liepiņa prasības Ls 283,72 ar proc. un izdevumiem piedziņai 1937. g. 19. jūnijā, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodalās sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Eduarda Bregžes nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rīgas apr. Lēdurgas pag., ierakstīta zemes grāmatu reģistra 1103. num. un sastāv no Inciema muižas atdalītām Tenisu (Vectenisu) mājām, 128,53 des. kopplatībā ar ēkām;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība — Ls 5310,—; 3) tai ir hipotēku parādi Ls 2417,— un 348 rub.; 27197 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 531,— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalās kancelejā.

Rīgā, 1936. g. 9. decembrī. Tiesu izpild. J. Lapiņš.

Rīgas apgabalt. Cēsu apr. tiesu izpildītājs H. Birkhāns (kanceļa Cēsis, Dārza ielā 30), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280. līdz 1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Ls 2850 aizdevuma nenomaksāto termiņmaksu piedziņai 1937. g. 19. jūnijā, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodalās sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Jāņa Roņa nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Cēsu apr. Skujenes pag., ierakstīta zemes grāmatu reģistra 5830. num. un sastāv no zemes gabala „Purvmaļi N 5F” 21,21 ha kopplatībā;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 1152,—; 3) tai ir hipotēku parādi Ls 3400,—; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtēj. desmitā daļa — Ls 115,20 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalās kancelejā 27570 Cēsis, 1936. g. 3. decembrī. Tiesu izpild. H. Birkhāns.

Rīgas apgabalt. Cēsu apr. tiesu izpildītājs H. Birkhāns (kanceļa Cēsis, Dārza ielā 30), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280. līdz 1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Ls 7200 aizdevuma nenomaksāto termiņmaksu piedziņai 1937. g. 19. jūnijā, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodalās sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Jāņa Sutas nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Cēsu apr. Raunas pag., ierakstīta zemes grāmatu reģistra 14341. num. un sastāv no zemes gabala „Kalndrūgi № 370 F” mājām, 58,53 ha kopplatībā;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 7200,—; 3) tai ir hipotēku parādi Ls 11600,—; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 720,— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalās kancelejā.

Rīgā, 1936. g. 3. dec. 27572b Tiesu izpild. H. Birkhāns.

ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalās kancelejā.

Cēsis, 1936. g. 3. dec. 27571b Tiesu izpild. H. Birkhāns.

Rīgas apgabalt. Cēsu apr. tiesu izpildītājs H. Birkhāns (kanceļa Cēsis, Dārza ielā 30), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280. līdz 1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Ls 2750 aizdevuma nenomaksāto termiņmaksu piedziņai, 1937. g. 19. jūn., plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodalās sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Pēteris Kameņa nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Cēsu apr. Jaunpiebalgas pag., ierakstīta zemes grāmatu reģistra 16409. num. un sastāv no zemes gabala „Vecdukuļi № 280F, 280Fa,” 22,61 ha kopplatībā;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība — Ls 3228,—; 3) tai ir hipotēku parādi Ls 3300,—; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 322,80 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalās kancelejā.

Cēsis, 1936. g. 3. dec. 27572b Tiesu izpild. H. Birkhāns.

Rīgas apgabalt. Cēsu apr. tiesu izpildītājs H. Birkhāns (kanceļa Cēsis, Dārza ielā 30), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280. līdz 1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Ls 3300 aizdevuma nenomaksāto termiņmaksu piedziņai 1937. g. 19. jūn., plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodalās sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Dāva un Jāņa Krieviņu nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Cēsu apr. Liepas pag. ierakstīta zemes grāmatu reģistra 3489. num. un sastāv no zemes gabala „Krieviņi № 24F, 24Fa,” 13,44 ha kopplatībā;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 3300,—; 3) tai ir hipotēku parādi Ls 3600,—; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 330,— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalās kancelejā.

Cēsis, 1936. g. 3. dec. 27573b Tiesu izpild. H. Birkhāns.

Rīgas apgabalt. Madonas apr. tiesu izpildītājs P. Asars (kanceļa Madonā, Vienības ielā 9), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280. līdz 1306. p., paziņo, ka:

1) Latvijas bankas prasības Ls 311,49 ar proc. un izdevumiem piedziņai 1937. g. 19. jūnijā, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodalās sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Jēkaba Kalniņa nekustamo mantu vienu ideālo ceturtdaļu, kas atrodas Madonas apr. Bērzaunes pag., un ierakstīta zemes grāmatu reģistra 12248. num. un sastāv no Bērzaunes pilsmuižas atdalītām „Ābeļu 30F” mājām, 10,24 ha kopplatībā;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 3116, pilnā sastāvā; 3) tai ir hipotēku parādi Ls 2700,— pilnā sastāvā; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 77,90 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalās kancelejā.

Madonā, 1936. g. 8. decembrī. Tiesu izpild. P. Asars.

2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalās kancelejā.

Madonā, 1936. g. 8. decembrī. 27495 Tiesu izpild. P. Asars.

Rīgas apgabalt. Madonas apr. tiesu izpildītājs P. Asars (kanceļa Madonā, Vienības ielā 9), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280. līdz 1306. p., paziņo, ka:

1) Lauteres-Viesienes krāj. aizdevu sabiedrības prasību Ls 1180,— ar proc. un izdevumiem piedziņai 1937. g. 19. jūnijā, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodalās sēžu zālē pārdos 1. publ. izsolē Līnas Trods, dz. Eglītis, nekust. mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Madonas apr. Grostonas pag., ierakstīta zemes grāmatu reģistra 589. n. un sastāv no Zelgauskas muižas atdalītām „Ustibas-Staugi” mājām, 44,52 des. kopplatībā;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 4695,—; 3) tai ir hipotēku parādi Ls 1800,— un prasību nodrošinājumi Ls 1500,—; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 469,50 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visi pārdodamās nekustamās mantas dokumenti ieskatāmi tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalās kancelejā.

Madonā, 1936. g. 8. decembrī. Tiesu izpild. P. Asars.

Rīgas apgabalt. Madonas apr. tiesu izpildītājs P. Asars (kanceļa Madonā, Vienības ielā 9) saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280. līdz 1306. p., paziņo, ka:

1) Edes Ragainis prasības dēļ Ls 187,50 uzturas naudas gadā, sākot ar 1929. g. 1. oktobri piedziņai 1937. gada 19. jūnijā, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodalās sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē mir. Jāņa Ragaiņa mantinieku Bertas Ragainis, dzim. Adams, Vilmas Johannas, Ainas-Veltas un Oļģerta Ragaiņu nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Madonas apr. Viesienes pag., ierakstīta zemes grāmatu reg. 505. num. un sastāv no Lauteres muižas atdalītām „Āriņu I.” mājām, 23 des. 1746 kv. asis un 46 kv. pēdas kopplatībā;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 1926,—; 3) tai ir hipotēku parādi 2000 krievu rubļi; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 192,60 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visi pārdodamās nekustamās mantas dokumenti ieskatāmi tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalās kancelejā.

Madonā, 1936. g. 8. decembrī. Tiesu izpild. P. Asars.

Jelgavas apgabalt. Bauskas apr. tiesu izpild. Arvids Vīgants (kanceļa Bauskā, Pils ielā 48) paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas prasības apmierināšanai 1937. g. 14. jūlijā, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Frici Neumana nekustamo mantu Talsu apr. Pastendes pag. Pastendes - Kalešu muižas Antingu mājas ar zemes grāmatu reg. 1650. num. pilnā sastāvā, 119 pūr. 2 kap. platībā;

2) nekustamā manta novērtēta publiskai izsolei par Ls 5000,—; 3) tai ir hipotēku parādi Ls 6200,— ar proc.; 4) solītaj. jāiemaksā Ls 500,— drošības naudas un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja iegūt nekustamo mantu;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Tukuma-Talsu zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Talsu apr. tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalās kancelejā.

Talsos, 1936. g. 5. decembrī. Tiesu izpild. P. Kupševičs.

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Jelgavas-Bauskas zemesgrāmatu nodaļā. Personām, kam uz pārdoamo nekustamo mantu ir tiesības, kas novērs tās publisko pārdošanu, tās jāpieteic līdz izsoles dienai. 26958

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Bauskas apr. tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas civilnodalā.



Jelgavas apgabalt. Talsu apr. tiesu izpild. Pauls Kupševics (kanceļa Talsos, Kr. Valdemāra ielā 18) paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas prasības apmierināšanai 1937. g. 14. jūlijā, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Kārļa Gerharda nekustamo mantu Talsu apr. Arlavas pag. Lubes-Ošu muižas Bajarū 40F mājas, ar zemes grāmatu reģ. 5196. num. pilnā sastāvā, 20,14 ha platībā;

2) nekustamā manta novērtēta publiskai izsolei par Ls 4000;

3) tai ir hipotēku parādi Ls 4640,— ar proc.;

4) solītāj. jāiemaksā Ls 400 drošības naudas un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja iegūt nekustamo mantu;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Tukuma-Talsu zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdomāmās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Talsu apr. tiesu izpildītāja kanceļā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļā. 27410 Talsos, 1936. g. 5. decembrī.

Tiesu izpild. P. Kupševics.

Jelgavas apgabalt. Talsu apr. tiesu izpild. Pauls Kupševics (kanceļa Talsos, Kr. Valdemāra ielā 18) paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas prasības apmierināšanai 1937. g. 14. jūlijā, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Jāņa Blumbacha nekustamo mantu Talsu apr. Libagu muižas Beltu mājas ar zemes grāmatu reģ. 3192. num. pilnā sastāvā, 44,90 des. platībā;

2) nekustamā manta novērtēta publiskai izsolei par Ls 4500,—;

3) tai ir hipotēku parādi Ls 4522,68 ar proc.;

4) solītāj. jāiemaksā Ls 450,— drošības naudas un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja iegūt nekustamo mantu;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Tukuma-Talsu zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdomāmās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Talsu apr. tiesu izpildītāja kanceļā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļā. 27411 Talsos, 1936. g. 5. dec.

Tiesu izpild. P. Kupševics.

Jelgavas apgabalt. Talsu apr. tiesu izpild. Pauls Kupševics (kanceļa Talsos, Kr. Valdemāra ielā 18) paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas prasības apmierināšanai 1937. g. 14. jūlijā, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Jāņa Freimaya nekustamo mantu Talsu apr. Virbu pag. Jaun-Lēdas muižas Avotu 7F mājas ar zemes grāmatu reģ. 3577. num. pilnā sastāvā, 21,84 ha platībā;

2) nekustamā manta novērtēta publiskai izsolei par Ls 2800,—;

3) tai ir hipotēku parādi Ls 3300,— ar proc.; 27412

4) solītāj. jāiemaksā Ls 280,— drošības naudas un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja iegūt nekustamo mantu;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Tukuma-Talsu zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu nepieļauj, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdomāmās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Talsu apr. tiesu izpildītāja kanceļā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļā. 27413 Talsos, 1936. g. 5. decembrī.

Tiesu izpild. P. Kupševics.

Jelgavas apgabalt. Talsu apr. tiesu izpild. Pauls Kupševics (kanceļa Talsos, Kr. Valdemāra ielā 18) paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas prasības apmierināšanai 1937. g. 14. jūlijā, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Kārlis Gerhards nekustamo mantu Talsu apr. Arlavas pag. Lubes-Ošu muižas Bajarū 40F mājas, ar zemes grāmatu reģ. 5196. num. pilnā sastāvā, 20,14 ha platībā;

Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdomāmās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Talsu apr. tiesu izpildītāja kanceļā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļā. 27413 Talsos, 1936. g. 5. decembrī.

Tiesu izpild. P. Kupševics.

Daugavpils apgabalt. Krāslavas iec. tiesu izpild. J. Avotnieks (kanceļa Krāslavā, Zvejnieku ielā 6), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

1) Latvijas hipotēku bankas prasības apmierināšanai 1937. g. 16. janvārī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Jēkaba Girsā d. Smorgona nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Daugavpils apr. Dagdas bieži apdzīvotā vietā, Fr. Trašūna ielā 36, ierakstīta zemes grāmatu reģistra 21709. num. gr. 184F, 3057 kv. m. platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 200,—;

3) tai ir hipotēku parāds Ls 200,— Latvijas hipotēku bankai;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 20,— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iegūšanai; 27617

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Daugavpils-lūkstes zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdomāmās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kanceļā, bet divas nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kanceļā.

Krāslavā, 1936. g. 11. decembrī.

Tiesu izpildīt. J. Avotnieks

Daugavpils apgabalt. Krustpils iec. tiesu izpild. Pēteris Dauge (kanceļa Krustpīlī, Rīgas ielā 202), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Daugavpils nodaļas prasības apmierināšanai 1937. g. 17. aprīlī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Irinas Bļinovas un Agafijas un Marijas Ivanovu nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Daugavpils apr. Vīpes pag., ierakstīta zemes grāmatu reģistra 7351. num. un sastāv no 144. viensētas, 20 des. 1678 kv. asu platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 500,—;

3) tai nav hipotēku parādu;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 50,— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iegūšanai;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Daugavpils-lūkstes zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdomāmās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kanceļā, bet divas nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kanceļā.

Krustpīlī, 1936. g. 11. dec. 424 27602

Tiesu izpildītājs P. Dauge.

Daugavpils apgabalt. Krustpils iec. tiesu izpild. Pēteris Dauge (kanceļa Krustpīlī, Rīgas ielā 202), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

1) Dārtas Baranovskis prasības piedzišanai 1937. g. 19. jūnijā, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē mir. Jēzupa Konstantīna d. Baranovska nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rēzeknes apr. Sakstagālas pag., ierakstīta zemes grāmatu reģ. 28930. folijā un sastāv no Borīnu sādžas 1. viensētas divos gabalos 1. un 1.a, 19,293 ha platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 1798,—;

3) tai ir hipotēku parāds Valsts zemes bankai Ls 1800,—;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 50,— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iegūšanai;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Daugavpils-lūkstes zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdomāmās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kanceļā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kanceļā.

Rēzeknē, 1936. g. 11. dec. 425 27604

Tiesu izpildītājs P. Dauge.

Ieskatīties tiesu izpildītāja kanceļā, bet divas nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kanceļā.

Krustpīlī, 1936. g. 11. dec. 426 27603

Tiesu izpild. P. Dauge.

Daugavpils apgabalt. Krustpils iec. tiesu izpild. Pēteris Dauge (kanceļa Krustpīlī, Rīgas ielā 202), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Daugavpils nodaļas prasības apmierināšanai 1937. g. 17. aprīlī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Fedora Andrejeva nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Daugavpils apr. Livānu pag., ierakstīta zemes grāmatu reģ. 1333. num. un sastāv no 366. viens., 20 deser. 240. kv. asu platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 200,—;

3) tai nav hipotēku parādu;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 20,— un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iegūšanai;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Daugavpils-lūkstes zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdomāmās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kanceļā, bet divas nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kanceļā.

Krustpīlī, 1936. g. 11. dec. 425 27604

Tiesu izpildītājs P. Dauge.

Daugavpils apgabalt. Krustpils iec. tiesu izpild. Pēteris Dauge (kanceļa Krustpīlī, Rīgas ielā 202), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Daugavpils nodaļas prasības apmierināšanai 1937. g. 19. jūnijā, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Jāņa un Pētera Licišu nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Daugavpils apr. Ungurmuižas pag., Udre-Bite-Baroviku robežās, ierakstīta zemes grāmatu reģistra 30246. num. un sastāv no 6. viens., 15 des. 857 kv. asu platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 1000,—;

3) tai ir hipotēku parāds Ls 900,—;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 100,— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iegūšanai;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Daugavpils-lūkstes zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdomāmās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kanceļā, bet divas nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kanceļā.

Krustpīlī, 1936. g. 11. dec. 427 27601g

Tiesu izpild. P. Dauge.

Daugavpils apgabalt. Rēzeknes 1. iec. tiesu izpild. A. Lazdiņš (kanceļa Rēzeknē, Rūd. Blaumaņa ielā 16), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1282., 1283. līdz 1290. p., paziņo, ka:

1) Dārtas Baranovskis prasības piedzišanai 1937. g. 19. jūnijā, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē mir. Jēzupa Konstantīna d. Baranovska nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rēzeknes apr. Sakstagālas pag., ierakstīta zemes grāmatu reģ. 28930. folijā un sastāv no Borīnu sādžas 1. viensētas divos gabalos 1. un 1.a, 19,293 ha platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 1798,—;

3) tai ir hipotēku parāds Valsts zemes bankai Ls 1800,—;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 179,80 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iegūšanai;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā;

6) tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai;

7) visi pārdomāmās nekustamās mantas dokumenti ieskatāmi tiesu izpildītāja kanceļā,

bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kanceļā.

Rēzeknē, 1936. g. 11. decembrī. L. 679 27600

Tiesu izpildītājs A. Lazdiņš.

bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kanceļā.

Rēzeknē, 1936. g. 11. decembrī. L. 679 27600

Tiesu izpildītājs A. Lazdiņš.

**Citu testāžu sludinājumi.**

**Vidzemes artilērijas pulkam lauksaimnieki - ražotāji var nodot**

**svaigu pilnpienu**

par Ministru kabineta noteiktām cenām. L. 4825

Ar piegādes noteikumiem var iepazīties pulka saimniecības palātā, darbdienās no plkst. 9—12.

**Rīgas pilsētas lombards izstrūpēs**

Zirgu ielā 12. 1936. g. 22. un 23. decembrī, plkst. 18. zeltu, sudrabu, apģērbus, ādas, traukus un citas nepagarinātas un neizpirktas mantas, kas iekārtas no 1936. g. 24. februāra līdz 6. martam, iesk. ar E 375106, līdz 384494. numuram.

Bez tam izstrūpēs arī mantas, kas iekārtas uz 1 mēnesi no š. g. 9. sept. līdz 21. sept., iesk., ar E 521739.—525810. num.

**Liepājas ostas valde**

š. g. 18. decembrī, plkst. 13, otrreizējā mutiskā izsolē izdos mazāksolitājiem kuģu tauvu piesiešanas un atļāšanas darbus Liepājas ostā.

Drošības nauda Ls 50,—, Tuvākas ziņas darba laikā kanceļā. 27678

**Smagās artilērijas pulka komandieris izsludina par nederīgu nozādēto 102. personas apliecinību, ko šī pulka 6. bater. komand. izdevis karēivim Jānim Sproģim. 27455r**

**Poliijas konsulāts Rīgā izsludina par nozādētu un nederīgu Poliijas lankstrādnieka Antona Lewsza Poliijas 810/35. pasi, kas izdota 1935. g. 25. martā Braslavas starostvā. 27566r**

**Zemes ierīcības departaments izsludina par anulētām nozādētās Madonas apr. Vecgulbenes pag. Vecgulbenes muižas: 1) „Upatnieki“ 187F. saimniecības izpirkuma 63512. līgumu, kas sastādīts 1929. g. 14. februārī uz Pētera Žiguru vārdu un 2) „Strazdiņi“ 188F. saimniecības izpirkuma 111796. līgumu, kas sastādīts 1933. g. 17. novembrī uz Gustava Mača vārdu. 27627z**

**Radiofona abonētu kantoris izsludina par nederīgu nozādēto abonementa 34742. atļauju, kas izdota Zamuēlam Kopelovītam. L. 4820. 27599r**

**Rīgas apriņķa policijas 4. iec. priekšn. izsludina par nederīgām nozādētās Latvijas iekšzemes pasēs: 1) ser. M1 № 004083, ko 1927. g. 2. dec. Kalsnavas pag. valde izdevusi Jānim Liepiņam, un 2) ser. N1 № 021531, ko 1934. g. 5. janvārī Kalsnavas pag. valde izdevusi Annai - Marijai Liepiņai, dzim. Kalvjaks. 27352r**

**Dobeles pils. valde izsludina par nederīgu nozādēto Z 59209/209. darba grāmatu, ko Šķības pag. valde 1932. g. 15. jūnijā izdevusi Jūlijam Kligulim.**

**Jelgavas apr. priekšn. izsludina par nozādētu motocikla skārda braukšanas numuru „2280“, kas š. g. 26. jūlijā izdots Ednardam Naglinam.**

**Liepājas pref. 3. iec. priekšnieks izsludina par nederīgu nozādēto kaņķaklausības 865. apliecinību, ko Kurzemes artil. pulka komand. 1934. g. 2. febr. izdevis Evaldam-Augustam Sudavam. 25951z**

**Ludzas apr. polic. 1. iecirkņa priekšnieks izsludina par nederīgu nozādēto Latvijas iekšzemes pasi ser. AZ № 007271/165486, ko Rīgas prefekt. 9. iec. priekšnieks 1927. g. 2. dec. izdevis Marijai Radionovai. 25769z**

**Rēzeknes apr. polic. 4. iec. priekšn. izsludina par nozādētu Jevgeņijam Cimānim, dziv. Ruzinas pag. Pustinku ciemā, piederošo autom. „Steiers“ sist. 54826. revolveri. Atrāšanas gadījumā revolveris jānodod policijai. 27524r**

**Valmieras apr. polic. 1. iec. priekšnieks izsludina par nederīgu nozādēto iekšz. pasi ser. PV № 021530/653, ko Grundzāles pag. valde 1934. g. 25. jūl. izdevusi Edmundam-Hugo Riekstītam. 25766h**

# Dzelzceļu tehniskā direkcija

Rīgā, Gogoļa ielā 3, 319. istabā, 1937. g. 12. janvārī, plkst. 12,

## izdos rakstiskā sacensībā

### 950 tonnu kreozoteļļas un 1450 tonnu lgaunijas degakmens eļļas piegādi

dzelzceļa vajadzībām pēc tehniskiem noteikumiem.

Drošības nauda 5% no piedāvāto materiālu vērtības.

Ar sacensības un piegādes tehniskiem noteikumiem var iepazīties Dzelzceļu virsvaldē 324. ist. darba laikā. L 4815 27595

## Mežu departaments

paziņo, ka sludinājums par augoša meža pārdošanu izsolē 1936. g. 30. decembrī, plkst. 12, Rīgā, Merķeļa ielā 13, Latviešu biedrībā, papildināts ar šādām vienībām:

I. Mutiskā solišanā. Jēkabpils virsmežniecībā: 6. iec. mežniecībā, Viesītes novadā, 1 vienību, pēc platības 8,45 ha, Ls 3382,— vērtībā.

II. Rakstiskā un mutiskā solišanā. Baldones virsmežniecībā: 2. iec. mežniecībā, Baldones novadā, 1 vienību, 342 num. apses, Ls 400,— vērtībā.

Birņu virsmežniecībā: 3. iec. mežniecībā, Sējas un Pabazu novados, 1 vienību, 150 num. apses, Ls 600,— vērtībā.

Dauzevas virsmežniecībā: 4. un 5. iec. mežniecībās, Lāca un Rundāles novados, 2 vienības, no 97—200 num. apses, vērtībā no Ls 200,— līdz Ls 800,—.

Lejas virsmežniecībā: 2. un 3. iec. mežniecībās, Sīksņu un Līvu novados, 2 vienības, no 232—333 num. apses, vērtībā no Ls 1300,— līdz Ls 1900,—.

Rembates virsmežniecībā: 3. iec. mežniecībā, Skrīveru novadā, 1 vienību, 283 num. apses, Ls 1000,— vērtībā.

Kandavas virsmežniecībā: 2. un 4. iec. mežniecībās, Kandavas un Matkules novados, 1 vienību, 816 num. apses, Ls 4000,— vērtībā.

Nītaures virsmežniecībā: 2. un 4. iec. mežniecībās, Nītaures un Mālpils novados, 1 vienību, 597 num. apses, Ls 2100,— vērtībā.

Sēpils virsmežniecībā: 4. iec. mežniecībā, Svētnes novadā, 1 vienību, 346 num. apses, Ls 1400,— vērtībā.

Mežu pārdos saskaņā ar pastāvošiem noteikumiem un Mežu departamenta 1936. g. 30. decembra izsoles sludinājuma nosacījumiem.

Tuvākas ziņas, izsoles un pārdošanas nosacījumi Mežu departamentā, Mežsaimniecības daļā, Rīgā, Kalpaka bulv. 6, 6. dzīv., 54. ist. un pie virsmežziņiem. 27754 Mežu departaments.